

# le prolétaire

M 2414 - 398 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

OCT.-NOV. 1988

5 FF / 30 FB  
3 FS / 3000 LI

n° 398

## CONTRE L'EXPLOSION PROLETARIENNE LA BOURGEOISIE ALGERIENNE ASSASSINE L'IMPERIALISME APPROUVE

Les émeutes qui ont enflammé durant une sanglante semaine une bonne partie du pays ne se réduisent pas à un "coup de fièvre de la jeunesse", mais sont l'expression d'un mouvement social aux origines indiscutablement prolétariennes (1).

Le mouvement a commencé en septembre par une vague de grèves dans les entreprises: à Rouiba-Reghaïa, El Harrach Bouira, Bejaïa, Annaba, Tizi-ouzou. A Rouiba les grévistes de la SNVI (usine de camions) protestaient contre la suppression d'une prime qui signifiait une diminution de salaire. Des grèves de solidarité éclatent dans la zone industrielle. Le 27 septembre les ouvriers entament une marche de protestation en direction d'Alger, mais sont violemment réprimés par la police, qui bloquera pendant plusieurs jours la route entre Rouiba et Alger. Pendant le mois de septembre des manifestations contre les pénuries alimentaires sont signalées dans plusieurs villes. A la fin du mois les grèves touchent Alger, d'abord avec la grève d'Air-Algérie, puis avec la grève dans les Postes.

Mardi 4 octobre des appels à la grève générale sont diffusés dans Alger et vont déclencher les premières manifestations de jeunes dans la capitale.

A partir de ce moment les émeutes passent au premier plan. Malgré ou à cause de la répression, elles s'étendent dans le reste de l'Algérie: Tlemcen, Sidi-bel-Abés, Oran, Mostaganem, Blida, Boufarik, Staoueli, Tipaza, Annaba, etc.

Partout ce sont les bâtiments officiels du parti, les magasins d'alimentation qui sont attaqués par les manifestants, ce qui témoigne de la haine sociale contre l'Etat, ainsi que les causes matérielles de ces émeutes: la misère, la faim.

A Alger les manifestations ont touché le centre-ville; mais les affrontements les plus sérieux ont eu lieu et se sont prolongés dans les quartiers populaires: Bab El Oued, El Harrach, Ben Aknoun, etc...

La brutalité de la répression, l'imposition de l'état de siège n'arriveront à briser les manifestations qu'au bout de plusieurs jours, après le message de Chadli à la télé. Le nombre de morts est estimé à près de 500, les arrestations se sont chiffrées par milliers.

### L'IMPERIALISME FRANCAIS SOLIDAIRE DE LA BOURGEOISIE ALGERIENNE

Alors que les dirigeants français ne ratent pas une occasion de se gargariser des "droits de l'homme" et de faire la leçon aux dictatures du Chili ou de Pologne, les événements d'Algérie ont révélé ce que sont ces discours: du vent. Dès qu'il s'agit de ses zones d'influence dans lesquelles ses intérêts peuvent être réellement menacés, l'imperialisme "redécouvre" les vertus de la répression. Dans ses néo-colonies d'Afrique noire, l'imperialisme tricolore ne s'est jamais soucié de prêcher les "droits de l'homme". Pour l'Algérie, il s'est retranché derrière

la "non-ingérence" pour ne pas condamner la répression, ce qui aurait pu gêner l'armée algérienne dans ses massacres. Le ministre des Affaires étrangères a déclaré le 10 octobre: Nous ne devons pas nous mêler des affaires intérieures de l'Algérie. Nous devons prendre cela globalement (...). L'Algérie est un partenaire indispensable pour la France. L'Algérie est indispensable à l'équilibre du Maghreb. C'est pour cela que nous souhaitons que l'Algérie retrouve à la fois sa paix et son équilibre économique. L'argument de la non-ingérence est repris par ceux qui, en refusant de dire un mot en faveur des victimes des tueries, montrent qu'ils sont du côté de la bourgeoisie algérienne: le PCF, le MRAP ... Le PS, quant à lui, attend la fin des émeutes pour parler dans un communiqué de "répression" et ajouter: "on ne restaurera pas l'ordre uniquement par l'intervention des forces armées mais aussi par des mesures sur le plan économique et social". Répression d'accord, mais avec des mesures sociales !

La réaction de la plupart des forces institutionnelles françaises s'explique par l'importance des relations économiques avec l'Algérie et pas par un prétendu "complexe d'ancien colonisateur". Les échanges commerciaux ont sans doute chuté ces derniers mois en raison d'un contentieux sur les achats de gaz, mais l'Algérie reste cependant le premier client et le premier fournisseur africain de la France. Elle est aussi son second débiteur, après le Brésil (27 milliards de F dettes). Selon "le Nouvel économiste" (14/10) "des 1981 M. F. Mitterrand a soutenu Chadli, le plus francophile des présidents algériens depuis l'indépendance, dans l'espoir de desserrer les relations militaires algéro-soviétiques et de libéraliser le régime." Le journal veut dire "ouvrir davantage le régime aux intérêts français". Pas de "non-ingérence" quand l'imperialisme essaye d'augmenter son influence et d'ouvrir des marchés (l'Algérie n'achète pratiquement pas de matériel militaire français) !

C'est pourquoi Rocard a tenu à assurer, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Algérie, "la sympathie et la solidarité du gouvernement français" envers le gouvernement d'Alger: attitude similaire à celle du gouvernement de gauche vis-à-vis du gouvernement tunisien lors des "émeutes de la faim" ou à celle du gouvernement Chirac vis-à-vis du gouvernement sénégalais au moment des émeutes de Dakar ce printemps.

Les communistes n'ont jamais cessé de rappeler que contre le prolétariat et les masses exploitées, la solidarité des bourgeoisies est sans failles. La solidarité de l'imperialisme français avec la bourgeoisie algérienne en est la démonstration. Les déclarations attristées sur le sort des opprimés dans telle ou telle région du monde ne sont que de l'hypocrisie, quand elles ne servent pas à masquer telle ou telle opération cynique.

(Suite en page 2)

## Dans ce numéro

NOUVELLE-CALEDONIE: LES URNES APRES LES ARMES  
L'élection de Mitterrand affaiblit-elle la bourgeoisie ?

Mensonges du plan Rocard contre le chômage

INQUIETUDES BOURGEOISES

PCF: Dans la tradition réformiste

Correspondance: Communistes et terroristes

REHABILITATIONS  
DEMOCRATIQUES EN URSS

Réhabilitation de Trotsky ?

YOUGOSLAVIE: NATIONALISME CONTRE LUTTE  
DE CLASSE !

Utopie du communisme hongrois

QUE SONT LES DROITS DE L'HOMME ?

## Les grèves confirment la nécessité de l'organisation indépendante de classe

Depuis quelques mois en France, une série de grèves secoue la scène sociale non seulement au niveau des rapports entre les prolétaires et le patronat ou l'Etat, mais aussi entre ceux-là et leurs organisations syndicales traditionnelles, révélant ainsi une tendance actuelle des prolétaires à retrouver une certaine indépendance d'action qui raffermirait leur rapport de force et leur unité à la base. Cette tendance que l'on a constaté en France depuis la grève des cheminots n'existe pas seulement dans l'Hexagone, mais se manifeste ailleurs en Europe, et principalement en Italie où les COBAS (Comités de base) peuvent être assimilés aux coordinations. La réaction des prolétaires (des secteurs publics surtout pour l'instant) à l'emprise de la bureaucratie syndicale sur leurs mouvements et à la conduite de leurs luttes vers l'échec tant sur le plan des revendications que sur celui de l'unité, est un signe encourageant d'un retour tendanciel vers des méthodes de luttes de classe.

(Suite en page 5)

## OU VONT LES BR ?

Pour reprendre la question du terrorisme (1), surtout en relation avec les événements les plus récents du brigadisme rouge, les derniers en date étant le meurtre d'un sénateur démocrate-chrétien et les tentatives de diffusion de tracts revendicant ce meurtre dans certaines usines des régions de Milan et de Naples, il nous faut nous référer à la position marxiste correcte du problème des formes de lutte.

Lénine affronte cette question "de la façon la plus organique" comme il le dit lui-même dans "La guerre de partisans" (2):

" A quelles exigences essentielles doit satisfaire un marxiste dans l'examen du problème des formes de lutte ?

En premier lieu, le marxisme se distingue de toutes les formes primitives de socialisme en ce sens qu'il ne lie le mouvement à aucune forme

de lutte déterminée et exclusive (souligné par nous-NDLR). Il admet les méthodes de lutte les plus diverses, et il ne les "invente" pas, mais il se contente de généraliser, de rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement."

(Suite en page 6)

# CONTRE L'EXPLOSION PROLETARIENNE LA BOURGEOISIE ALGERIENNE ASSASSINE L'IMPERIALISME APPROUVE

(Suite de la page 1)

## LE CAPITALISME AFFAME LES MASSES

Les grèves et les "émeutes de la semoule" sont dues à la dégradation des conditions de vie des travailleurs et de la population. Le chômage s'accroît régulièrement. Il est estimé à 17% de la population active et à 50% des moins de 25 ans. Dans le cadre de la rentabilisation des entreprises publiques, des milliers de licenciements sont prévus. La réduction des ventes de pétrole - qui représentent plus de 90% des exportations du pays - a conduit l'Etat à réduire de façon drastique ses importations. Or le développement capitaliste de l'Algérie s'est fait, comme il se fait toujours, en sacrifiant l'agriculture. Résultat: l'agriculture algérienne qui fournissait 70% des besoins des habitants en 1969, n'en fournit plus que 40% en 1976. Les diminutions des importations se font au détriment de la consommation alimentaire des masses, car il n'est pas question d'interrompre les importations nécessaires à l'industrie. Les masses algériennes souffrent de la faim pour que le capital puisse être rassasié.

Après les émeutes de Constantine l'Etat avait procédé à des importations d'urgence d'huile, de beurre, de semoule, de café. Mais les pénuries sont ensuite réapparues. La semoule, ingrédient de base de l'alimentation, était devenue presque introuvable ces derniers temps. Le kilo de boeuf a doublé de prix pour atteindre 150 dinars, soit 10% du salaire ouvrier moyen (1 dinar = 1 F, au change officiel). L'austérité renforcée cette année a comporté un blocage des salaires, ce qui est la façon qu'ont les bourgeois pour dire baisse du niveau de vie.

Le syndicat officiel UGTA, pour ne pas perdre tout crédit aux yeux des travailleurs, a publié au début du mois un communiqué pour dire qu'il partageait les revendications ouvrières et il a dénoncé "la baisse intolérable du pouvoir d'achat des masses".

La détérioration de la situation économique d'un pays soi-disant "socialiste", cité en exemple par le FMI il y a quelques années, a rendu nécessaire des réformes pour "rentabiliser" les entreprises d'Etat peu performantes. Ces réformes vont donner plus d'espace à la bourgeoisie privée, vont rendre autonomes les entreprises publiques, les rendre "libres" de supprimer les travailleurs en "surnombre". Sur le plan

agricole elles impliquent la liquidation des entreprises "autogérées" au profit des propriétaires privés. Elles préparent une exploitation accrue de la force de travail du prolétariat algérien.



La jeune bourgeoisie algérienne est divisée en clans rivaux, qui se sont affrontés sur cette question des réformes. Le PAGES (parti "communiste") et les cadres de l'UGTA n'indiquent comme responsables de la situation des masses que les partisans des réformes et la bourgeoisie privée. Mais cette situation ne date pas des réformes, qui sont à peine entrées en application. Bourgeoisie privée, bourgeoisie d'Etat, partisans des réformes ou défenseurs de la primauté économique de l'Etat, sont tous, autant les uns que les autres, des ennemis de la classe ouvrière et des masses exploitées.

## CONTRE LES PIEGES DE LA "DEMOCRATISATION", LE SALUT DU PROLETARIAT NE PEUT VENIR QUE DE SA REORGANISATION ET DE SA LUTTE DE CLASSE

Nous avons vu que les événements ont eu un caractère de classe indéniable. Les islamistes, souvent présentés en France comme les responsables, ne sont apparus que plusieurs jours après le début des émeutes pour tenter de récupérer le mouvement. Leur action est toujours allée dans le sens de la modération et plusieurs n'ont pas caché leurs liai-

sons avec les autorités. En dépit de leurs critiques contre les gouvernants, ils sont un recours pour l'ordre bourgeois et un danger pour la classe ouvrière.

Le PAGES a une implantation parmi les travailleurs et dans l'UGTA; certains de ses militants ont été arrêtés. Le correspondant du "Monde", proche des cercles gouvernementaux, laisse entendre que l'action de l'UGTA et de "la gauche du FLN" a contribué à l'explosion. En réalité l'UGTA n'a été obligée de coller en paroles aux revendications ouvrières que pour ne pas être débordée par la création de commissions syndicales indépendantes. Mais il est probable que la bourgeoisie lui reprochera, ainsi qu'au PAGES, de ne pas avoir su empêcher le grèves.

Pour reprendre un certain crédit, Chadli a parlé de "démocratisation" et a organisé un référendum. Plusieurs centaines de manifestants ont été relâchés.

De leur côté, les groupes d'opposition mettent en avant une perspective de démocratisation et de pluralisme. Les trotskystes appellent même à "l'unité des forces d'opposition sur des revendications démocratiques" ainsi que leur rituelle "Assemblée constituante" ("Rouge" 14/10/88).

Mais une démocratisation de l'Etat ne pourrait être qu'un leurre pour les prolétaires. Le capitalisme algérien s'est développé à marches forcées en imposant une poigne de fer à la population. Ce sont les impératifs de développement qui ont donné à la dictature de la bourgeoisie algérienne ses traits particulièrement répressifs. Le capitalisme algérien ne peut se payer les frais d'une démocratie libérale à l'occidentale (qui est le rêve ultime des petits-bourgeois) dans les premières phases de son accumulation, et maintenant dans une situation de crise économique. Tout épisode démocratique ne pourrait être qu'une concession tactique de la bourgeoisie avant de repartir à l'assaut des travailleurs. La férocité de la répression ne doit pas laisser le moindre doute sur les possibilités de démocratisation de l'Etat bourgeois.

"Il n'y a pas de milieu. Seuls en rêvent vainement les fils à papa, la gent intellectuelle, les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de méchants bouquins. Nulle part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu, Ou, bien la dictature

de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur la souveraineté du peuple, la constituante, les libertés, etc.), ou bien la dictature du prolétariat. Celui à qui toute l'histoire du XIX<sup>ème</sup> siècle n'a pas appris cela est un imbécile fini." (Lénine, Oeuvres T. 29, p. 564).

Pour le prolétariat il n'y a que la perspective de la révolution socialiste, de la dictature du prolétariat qui n'est pas illusoire. La réalisation de cette perspective n'est sans doute pas immédiate. Il serait absurde de confondre des émeutes aussi prolongées soient-elles, avec l'entrée dans une phase révolutionnaire. Les émeutes ont témoigné avec éclat d'une certaine maturation des contradictions sociales: ce n'est plus une région, mais tout le pays qui est touché et pendant plusieurs jours. Elles ont montré sans équivoques que le prolétariat est à l'origine du mouvement.

Mais elles ont aussi indiqué la distance qu'il reste à franchir à la classe ouvrière pour se mettre à la tête des mouvements de révolte, pour dépasser et intégrer les émeutes dans une lutte révolutionnaire de classe. Elles peuvent et elles doivent servir à renforcer les travailleurs, à condition que ceux-ci sachent y lire un appel à ce qu'ils s'organisent de façon indépendante, de classe, sur des objectifs et des méthodes propres, en opposition à toutes les formules d'union nationale, au nom de la patrie, de la démocratie ou de l'islam. Cette organisation est nécessaire aujourd'hui dans les luttes économiques pour contrer le sabotage de l'UGTA; dans la résistance à une répression qui va se déchaîner, pour la libération de tous les emprisonnés. Elle sera indispensable dans la lutte révolutionnaire de demain, en liaison étroite avec les prolétaires de tous les pays, en particulier de ceux des pays impérialistes, pour renverser le capitalisme mondial et venger toutes ses victimes.

Le 15/10/88

(1) Les médias bourgeois ont insisté sur les aspects secondaires de la révolte en leur conférant des traits existentiels qu'ils n'ont pas en réalité. Ce n'est pas parce qu'il n'y a que 7 cinémas à Alger que les jeunes sont descendus dans la rue. Ce n'est pas l'ennui, mais la misère et la faim qui ont motivé leur action.

# NOUVELLE-CALEDONIE APRES LES ARMES LES URNES

Les accords de Matignon entre le FLNKS, le RPCR et le gouvernement marquent la fin de toute une phase de la mobilisation et de la lutte en Nouvelle-Calédonie. Ils sanctionnent la défaite au moins provisoire des aspirations indépendantistes et anti-coloniales des masses Kanaks. Le FLNKS qui s'était lancé dans la campagne de "boycott musclé" du référendum Pons sans avoir apparemment mesuré les risques et sans autre perspective en fait que d'attendre la victoire électorale du PS, a été assommé par la brutalité de la réaction de l'Etat français: quadrillage militaire et policier, interventions de la marine, les commandos de choc des services secrets, massacre de la grotte d'Ouvéa précédé des tortures classiques dans les guerres coloniales et emprisonnement de dizaines de Kanaks.

Après ce résultat catastrophique du "boycott musclé" qui représentait aux yeux des militants Kanaks une certaine radicalisation de la lutte et un retour aux formes d'action et de mobilisation plus directes qui avaient payé en 1984, la voie était ouverte au compromis avec l'Etat français. Un accord rapide, même au prix de la renonciation implicite à la lutte anti-coloniale, pouvait apparaître comme la seule solution pour limiter les dégâts. Les accords de Matignon n'ont cependant pas été faciles à avaler. "L'esclave a accepté de serrer la main de son maître": ce n'est pas seulement Jorédié, un leader Kanak, qui a dû penser cela, car une première convention du FLNKS rejeta les accords, avant l'acceptation finale obtenue notamment par le chantage aux prisonniers (les centaines de prisonniers Kanaks ne seront relâchés qu'après le référendum, et les accusés de "crimes de sang" ne seront amnistiés que le 14 juillet 89 et "si tout se passe bien")

Le point central des accords est la renonciation pour le FLNKS à la lutte pour l'indépendance pendant 10 ans. Au bout de cette période un référendum (un de plus!) sur l'autodétermination sera organisé, mais avec les mêmes modalités, en particulier au niveau du corps électoral, que celles du référendum Pons boycotté, à cause de celles-ci par le FLNKS.

Au moment du "boum du nickel" à la fin des années 60, l'Etat français favorisa la venue en masse d'immigrés blancs dans le but explicite (lettre du premier ministre Messmer) de contre-carrer les velléités indépendantistes des indigènes qui sont donc maintenant minoritaires en Nouvelle-Calédonie. La demande fondamentale des Kanaks étaient que seules puissent voter les populations résidant sur l'île depuis longtemps, ou au moins seuls les gens qui y sont nés. Le FLNKS a finalement accepté que toutes les personnes résidant sur l'île, fonctionnaires métropolitains y compris, participent dans 10 ans au scrutin d'autodétermination. La composition du corps électoral est "gelée";

elle sera la même que pour le référendum Pons. Les partisans des accords de Matignon avancent que les Kanaks ont 10 ans pour convaincre les éléments de la communauté caldoche et assimilé. Mais comme les Kanaks ne pourront plus s'appuyer sur la dynamique de lutte et de mobilisation créée depuis 84, qui aboutissait à ce que 80% d'entre eux se prononcent pour les thèses indépendantistes, leur succès éventuel au scrutin d'autodétermination dépend strictement de leur capacité à convaincre les caldoches qu'ils sauront respecter et défendre les intérêts de cette communauté. Un succès au référendum passe donc par la renonciation à la lutte pour modifier la structure coloniale du territoire, pour supprimer les privilèges coloniaux de la communauté caldoche, qui étouffent les tribus Kanaks.

Cependant pour plus de sûreté les accords de Matignon ont accouché d'un nouveau découpage de l'île, divisée non plus en 4 mais en 3 régions. Et c'est la région blanche, caldoche, de Nouméa, qui est la bénéficiaire de l'opération. Elle mord largement sur les zones à dominante Kanak, afin d'englober les principales mines de nickel. Selon la presse, le RPCR juge "inespéré" ce découpage. En effet au cas où le référendum d'auto-détermination serait une défaite pour les caldoches, la zone blanche pourrait faire sécession (en pouvant même invoquer un précédent, celui de Mayotte), quitte à abandonner certains colons, sans pour autant que soit amputé son potentiel économique. Après Ouvéa, des caldoches avaient déjà préconisé la partition du territoire, qui laisse-

rait aux Kanaks les zones pauvres de la brousse.

Les accords de Matignon prévoient enfin un soutien à la culture Kanak (l'Office culturel Kanak ayant été incendié par les caldoches), une réactivation de l'Office foncier (qui avait été utilisé par les caldoches pour s'approprier de nouvelles terres), des crédits pour les régions Kanaks (mais le projet de créer un "pôle de développement" dans le nord avec un port en eau profonde s'est déjà évanoui) et une action de formation de cadres Kanaks à qui des places seront réservées dans l'administration.

Ces dernières mesures surtout visent à créer et renforcer une couche bourgeoise Kanak loyale envers l'Etat français. Est-ce un hasard si Tjibaou les met plus particulièrement en avant? Enfin le point qui touche le plus les militants et la population, est la libération des prisonniers. Nous avons vu que le gouvernement a refusé une amnistie générale, afin de conserver un moyen de pression supplémentaire.

## LA GRANDE UNION PRO-IMPERIALISTE

Il y avait un autre volet à ces accords et ce volet c'est le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. La raison profonde de ce référendum n'est pas calédonienne, mais de politique intérieure française. La méthode du référendum est appelée à jouer un rôle dans la recomposition politique bourgeoise en cours.

## NOUVELLE-CALÉDONIE (Suite)

Ce n'est pas pour rien que pratiquement tous les partis lors de la campagne électorale, avaient promis une utilisation fréquente de ce type de consultation. Elle permet de précipiter les reclassements et les évolutions politiques en bousculant la géographie figée des alliances actuelles. Les accords de Matignon ont été placés sous le signe de la convergence des barristes, et plus largement des centristes et du PS. Le référendum Rocard doit sceller cette alliance naissante et provoquer une évolution, peut-être une cassure, au sein du RPR. Lorsque le faible taux de participation aux cantonales a semblé remettre en cause ce référendum, le premier à parler de son maintien ce n'a pas été Rocard, mais Barre. Nous n'allons pas revenir ici sur les causes de ce remue-ménage politique de "l'ouverture"; nous voulons simplement souligner que ce référendum sur la Nouvelle-Calédonie n'est au fond qu'un prétexte qui, sur le fond de l'adhésion comme aux intérêts de l'impérialisme, permet en plus de régler les querelles intestines de la bourgeoisie et de tout son éventail politique.

Quelles sont ensuite les raisons du FNKS? Il ne faut pas oublier d'abord que la volonté d'organiser un référendum vient du gouvernement et pas des Kanaks, comme on le prétend. Le FNKS l'a accepté, comme il a accepté le reste des accords. Il y trouve cependant un intérêt, à usage interne, ainsi décrit par le quotidien le plus proche du gouvernement, nous voulons parler du "Monde" (4 oct. 88): "L'annulation du référendum mettait M. Tjibaou en difficulté face à ses contestataires qui continuent de l'accuser de compromission (...). Serait-il sage de prendre tous ces risques?"

En effet les accords de Matignon ont eu du mal à passer parmi les Kanaks, et une des composantes du FNKS, le FULK (Front Uni de Libération Kanak, dont le leader Uregei avait été démis de ses responsabilités dans le "gouvernement provisoire" Kanak après une visite en Lybie) les a rejetés et appelle à voter non au référendum. La direction Tjibaou veut sans doute un résultat massif au référendum, en France comme en Nouvelle-Calédonie pour faire taire les critiques et "légitimer" sa démarche.

Du côté des partis français, le nombre de ceux qui appellent à participer à l'opération Rocard indique l'ampleur du consensus autour des intérêts impérialistes. En plus des grands partis traditionnels tels que le PS et l'UDF, le "oui" va d'une partie des libéraux aux royalistes, en passant par la gauche parlementaire ou parlementariste non gouvernementale, tel le PCF et le PSU.

Les comités de soutien aux Kanaks font pour la plupart campagne pour le oui sous la pression du FNKS lui-même et des pacifistes qui ont investi le mouvement. Les pacifistes s'étaient intéressés à la Nouvelle-Calédonie à partir du moment où le FNKS décidait de suivre une stratégie non-violente. L'affirmation peu diplomatique de l'échec de la non-violence et de son abandon au profit du "boycott musclé" les avait ensuite désorientés. Ils sont donc d'autant plus acharnés à soutenir la vision idyllique de la réconciliation pacifique des deux communautés calédoniennes, soit-disant permise par les accords de Matignon.

## SEUL LE PROLETARIAT POURRA EN FINIR AVEC L'ORDRE COLONIAL ET IMPÉRIALISTE

L'existence d'une situation coloniale classique, d'un véritable apartheid économique et social, en Nouvelle-Calédonie et dans d'autres confettis coloniaux français, apparaît comme un anachronisme. Mais c'est sur cet apparent anachronisme que repose pourtant tout l'ordre impérialiste en Nouvelle-Calédonie comme dans les autres DOM-TOM, et il est illusoire de songer un instant que l'impérialisme, usant de vieilles formes coloniales d'oppression, pourrait satisfaire les revendications d'indépendance des populations d'origine, sous le seul "aiguillon" de la "raison démocratique".

Un Etat bourgeois s'accroche toujours désespérément aux privilèges qu'il possède sur d'autres nations et ne plie aux revendications des masses opprimées que contraint et forcé.

La France actuelle, dirigée par un président socialiste, est tout aussi férocement impérialiste que lors des guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie. Elle ne lâchera pas le nickel calédonien sans une lutte tenace et prolongée, comme elle n'a lâché le pétrole algérien qu'au bout de 8 ans de guerre et au prix d'un million de morts. Même une pseudo-indépendance ne peut lui être arrachée que par la force.

Les Kanaks, comme les populations indigènes des dernières colonies françaises, n'ont pu bénéficier du cycle des luttes d'émancipation nationales pour se libérer du joug colonial. Le rapport des forces, totalement en leur défaveur, les a contraints à une triste reddition. La bourgeoisie française et ses valets veut cyniquement faire ratifier cet écrasement par le "peuple français".

## L'élection de Mitterrand affaiblit-elle la bourgeoisie ?

Cette question peut sembler absurde alors que des années de gestion gouvernementale ont fait la démonstration pratique des services rendus au capitalisme par les organisations de gauche. Et pourtant il existe des courants politiques qui se disent révolutionnaires et qui y répondent positivement. A travers 2 exemples nous verrons que des conceptions fausses sont à l'origine de cette "erreur" d'analyse.

A "l'ultra-gauche", le C.C.I. ("Révolution Internationale") fonde son argumentation sur une théorisation originale, dite de "la gauche dans l'opposition". Cette "théorie" fut élaborée à la suite de la défaite électorale en 1978 des partis unis autour du Programme commun. Sous l'impression de la situation française, le C.C.I. théorisa ce qui venait de se passer et le généralisa sous une forme de loi valable pour le monde entier et pour toute la période actuelle. Selon cette théorie, la bourgeoisie mondiale avait décidé, dans tous les pays, de cantonner "la gauche" dans l'opposition et de confier à "la droite" la conduite des affaires et ceci, pour entretenir les illusions du prolétariat dans cette gauche.

L'analyse est déjà révélatrice de l'extrême schématisme des conceptions du C.C.I. qui réduit la complexité du mouvement des diverses classes et leurs affrontements à quelques manœuvres de type militaire décidées par une sorte de quartier-général mondial et exécutées de façon disciplinée par les détachements bourgeois nationaux. Et seules ces manœuvres empêcheraient le prolétariat mondial, lui aussi bien rangé et bien ordonné quoique de façon inconsciente, de "prendre conscience" et de faire la révolution.

Patatras ! Peu de temps après que la nouvelle théorie ait été proclamée urbi et orbi, la gauche française remportait les élections de 1981. Les faits venaient ainsi cruellement démentir la théorie. Que croyez-vous qu'en conclût le C.C.I. ? En vrai métaphysicien de la politique, il en conclût que la théorie était correcte et que c'était les faits qui avaient tort: c'est uniquement "par accident", par maladresse, que la bourgeoisie française avait laissé arriver la gauche au pouvoir, alors qu'elle voulait l'inverse. Et en conséquence, le pouvoir bourgeois en France était affaibli par rapport à la classe ouvrière car cette dernière allait pouvoir "prendre conscience" de la nature de la gauche. Par la suite de tels "accidents" se répétèrent en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Suède, en Autriche ou en Italie, sans que le C.C.I. ne renonce à son crédo. Mieux il trouva enfin une confirmation dans la victoire électorale de la droite en mai 86.

Hélas, la réélection de Mitterrand en mai dernier a porté un nouveau coup à cette théorisation.

Le C.C.I., comme on pouvait s'y attendre, ne peut expliquer cette élection que par la faiblesse de la bourgeoisie, décidément incapable de respecter la règle découverte par les théoriciens ultra-gauches. La "résolution sur la situation en France" du dernier congrès de R.I. affirme péremptoirement:

"S'il a fallu 5 ans à la bourgeoisie française pour oeuvrer complètement au rétablissement d'une situation où la répartition de ses forces politiques soit plus en adéquation avec les besoins des années 80, en l'occurrence la droite au pouvoir et la gauche dans l'opposition (...), "l'accident" de mai 81 n'en a pas moins constitué une brèche qu'elle ne pourra jamais réellement refermer.

Il appartiendra demain au prolétariat de France de montrer qu'il n'est en rien partie prenante de l'oppression impérialiste et coloniale en entrant en lutte ouverte contre "son" capitalisme. Ce jour-là, toutes les forces et tous les partis qui se font les bateleurs du oui à l'impérialisme partageront le sort de la bourgeoisie. Et sous les ruines de l'ordre capitaliste le prolétariat international instaurera une société sans exploités ni exploités, sans nations ni oppressions nationales et coloniales.

D'ici là, les masses Kanaks souffriront encore du joug colonial. Et lorsqu'elles entreront à nouveau en lutte, quelque soit le sigle derrière lequel elles se mobiliseront, il leur faudra déchirer les accords de Matignon et écarter ceux qui les ont défendus.

Le seul allié sûr qu'elles peuvent trouver, le seul qui pourra leur donner une aide sans réserve parce qu'il ne sera plus enchaîné à l'impérialisme par les liens matériel et idéologique que maintien et défend l'opportunisme, sera le prolétariat révolutionnaire. La perspective de réapparition du prolétariat comme force agissante paraît sans doute lointaine aujourd'hui; elle est en tout cas bien plus réaliste que la perspective de voir l'impérialisme se réformer tout seul ou grâce à l'action des démocrates, des pacifistes ou autres progressistes petits-bourgeois.

Les événements de Nouvelle-Calédonie, comme tant d'autres exactions de l'impérialisme, sont un appel pressant à travailler en faveur de la reconstitution du prolétariat en classe, donc en parti.

de la LCR, avec une analyse très proche.

Pour la LCR nous sommes en présence d'une "crise politique ouverte" dont les 2 composantes sont la poussée du Front National et la victoire de Mitterrand. Et cette crise de la bourgeoisie n'est pas bégnine:

"Plus gravement, pour la bourgeoisie, c'est son système même de domination politique (!) qui se trouve déstabilisé. Cette fois, il ne lui faut plus simplement temporiser avec une alternance imposée, comme en 1981, mais faire appel à Mitterrand comme garant disponible des institutions. Car la base même du système, la coalition conservatrice et son pilier gaulliste, a rompu. La droite éclatée, est menacée d'exploser" (3).

Comme le CCI, la LCR déduit la crise de la bourgeoisie de la défaite électorale de la droite et de la poussée du Front National. Mais la LCR, qui crie depuis longtemps au "danger fasciste", montre ouvertement son **démocratisme foncier**:

"Le Pen parle pour ceux qui ne croient ni à la démocratie, ni aux droits de l'homme, qui désirent une France se suffisant à elle-même, hostile à tout ce qui est étranger." Les trotskystes de la IVème caractérisent donc les partisans de Le Pen par la xénophobie et la non-croyance en l'idéologie démocratique. Or c'est le marxisme qui démolit cette idéologie, qui explique aux prolétaires qu'il ne faut croire ni en la **démocratie ni en les droits de l'homme**, mais en la lutte de classe. Et quand ce voile idéologique se déchire pour laisser crûment apparaître les antagonismes brutaux entre les classes, la LCR, effarée, gémit sur la démocratie menacée. Elle se lamente même sur l'état moral des bourgeois:

"La lecture d'une certaine presse de droite permet de se convaincre du désarroi dans lequel se trouvent les "élites" bourgeoises et aussi de l'affaiblissement moral qui les menace. (...) Effarant !" Et dans l'analyse trotskyste, Le Pen apparaît comme une menace pour les bourgeois:

"La bourgeoisie ne craint pas Le Pen (...); elle a peur de ce peuple qu'elle (sic) les appels du F.N.". (...) Les germes de guerre civile apparaissent bien réels, en Le Pen (...). La menace est réelle. Elle peut encore être écartée. Tant que le recours à la violence n'est pas franchi, la brune nébuleuse peut être dispersée (...). D'autant que le grand capital n'a en rien intérêt aujourd'hui à parier sur une solution aussi fruste."

La LCR, pas tout à fait rassurée par le refus de parier du grand capital, préconise "l'affirmation d'une ligne de classe" qui consiste, évidemment, à "déployer un large et efficace front démocratique".

Selon le marxisme un front démocratique est une alliance de plusieurs classes; ce ne peut donc être une ligne tactique "de classe", mais inter-classiste, de collaboration de classes. Lorsque les mensonges démocratiques commencent à s'effondrer sous le poids des contradictions sociales, lorsque les heurts entre les classes laissent apparaître des germes de guerre civile, le marxisme n'y voit pas une menace contre la démocratie, mais une maturation de la situation annonciatrice de l'approche des périodes révolutionnaires. Il y répond en prévenant le prolétariat du caractère inéluctable de l'affrontement, en le préparant au combat pour l'établissement de sa propre dictature de classe.

C'est ce que viennent de prouver à nouveau les élections présidentielles et législatives récentes (...). Si la venue de la gauche au gouvernement en mai 81 avait pour cause principale les anachronismes et les faiblesses de la droite française, cet "accident" a provoqué un affaiblissement de la bourgeoisie dans son ensemble. La perpétuation de cette situation aujourd'hui accentue plus gravement encore l'affaiblissement de la bourgeoisie" (1).

Une telle analyse laisse pantois. La bourgeoisie française ne peut qu'être satisfaite des 10 ans écoulés. Grâce à ses larbins réformistes, elle a pu procéder aux restructurations nécessitées par l'état de son économie et la persistance de la crise mondiale. Tout en faisant "l'économie d'un mouvement social", comme disent les experts en paix sociale, elle a infligé à la classe ouvrière une attaque sans précédent depuis la fin de la guerre. Les travailleurs ont reçu une grêle de coups: baisses de salaire, intensification du travail d'un côté et apparition du chômage de masse de l'autre; grignotage continu des "acquis sociaux" et développement de la grande pauvreté; maintien des dispositifs anti-immigrés et exacerbation du racisme; renforcement du totalitarisme d'entreprise et de la répression anti-ouvrière. Ils ont reçu une grêle de coups, et paralysés par les appareils de collaboration des classes, ils n'ont pu y répondre que très faiblement: le chiffre des grèves a atteint ses plus bas niveaux historiques.

Certes les réformistes et surtout le PCF (car le PS a pu redevenir rapidement populaire) se sont usés. Il ne s'est pourtant fait jour aucune polarisation politique révolutionnaire parmi la classe ouvrière. Et les efforts d'organisation prolétarienne, d'ailleurs dénoncés par le C.C.I., en dépit d'exemples enthousiasmants comme chez les cheminots (sous un gouvernement de droite) et d'autres, rencontrent encore les plus grandes difficultés à se stabiliser et à s'affirmer.

Du côté de la bourgeoisie on a le tableau inverse: les profits sont redevenus comparables à ce qu'ils étaient avant la crise et l'économie s'est largement assainie. Les rivalités intestines n'ont pas empêché une unification de la bourgeoisie sur les grandes orientations économiques et politiques. L'Etat a eu les mains libres comme rarement pour intervenir militairement en Afrique et au Liban, pour pousser à la militarisation en France et en Europe. Au niveau politique et social, le resserrement de l'emprise de la bourgeoisie a été la cause de ce "virage à droite de la société" sur tous les plans dont se lamente le PCF.

Non, vraiment, la bourgeoisie n'est pas le moins du monde affaiblie, même s'il ne faut pas ignorer les problèmes qui se posent et se poseront demain à elle. Le faire croire sert sans doute à entretenir l'ardeur de ses militants. Mais cela répand les pires illusions sur la situation actuelle et ce qu'il est possible d'en attendre, et donc à alimenter le découragement quand viendra le temps des désillusions. Hier, l'historique de l'immédiatisme d'extrême-gauche qui annonçait chaque semaine la crise de la bourgeoisie, nous en a donné la preuve. C'est apparemment dans cette voie que s'est engagé le C.C.I., à grands coups d'analyses dont le simplisme ferait rougir un stalinien de l'époque du "zigzag" de gauche de la "3ème période" (2).

Nous trouvons le deuxième exemple chez les trotskystes

(Suite en page 6)



# Mensonges du plan Rocard contre le chômage

Alors que l'OCDE prévoit encore une augmentation du chômage en France dans l'année qui vient, le gouvernement a annoncé le 15 septembre, un plan de lutte contre le chômage "sans précédent". Le porte-parole du gouvernement déclarait après le conseil des ministres: "Il s'agit du traitement économique du chômage et pas d'un traitement social. Il doit permettre aux entreprises d'embaucher; il faut mobiliser les entreprises."

Les 18 mesures du plan Rocard vont toutes dans le même sens: réduire les charges des entreprises, diminuer les "coûts salariaux". Elles vont de la baisse des cotisations familiales payées par les entreprises, de l'exonération des cotisations sociales pour l'embauche du premier salarié, de l'exonération de l'impôt sur les bénéfices pendant 5 ans pour les nouvelles entreprises, et ainsi de suite, jusqu'au développement des formules de S.I.V.P. et autres T.U.C.

Ces mesures vont dans un sens unique, qui est celui indiqué en permanence par les patrons. Elles ont d'ailleurs été bien accueillies par les partis de droite; ils ont seulement regretté qu'elles n'aillent pas assez loin (ce sera pour la prochaine fois). Le "conseiller économique" de Barre a ainsi résumé l'opinion commune parmi les patrons: "la reprise durable de l'emploi suppose de poursuivre la maîtrise des dépenses publiques, de réduire les impôts et les charges sociales de l'entreprise, et enfin de poursuivre le processus des privatisations" (1).

Laissons de côté ce dernier point qui n'est pas - pas encore - d'actualité. La baisse des charges constitue une attaque contre la partie invisible du salaire - le salaire "différé" - qui est versée aux salariés sous forme de prestations sociales. Elle entraîne nécessairement soit une baisse de ces prestations, soit une augmentation des cotisations payées par les salariés ou une augmentation de leurs impôts (directs ou indirects).

D'autre part la généralisation des bas salaires dans le cadre du traitement anti-social du chômage pèse lourdement sur les travailleurs pourvus d'un emploi "normal" et contribue à déprimer tous les salaires. Le C.E.R.C. (organisme d'études statistiques officiel) a pu ainsi évaluer la baisse que les TUC et autres ont occasionné aux salaires des jeunes "normalement" employés. Le salaire moyen des moins de 20 ans employés à plein temps était supérieur de 19% au SMIC en 73; il ne l'est plus que de 3% en 85 (2).

Les mesures du plan Rocard sont donc nettement anti-ouvrières. Peuvent-elles cependant diminuer le chômage comme le prétend le gouvernement? Après tout cela fait déjà plusieurs années que de bons apôtres, syndicalistes en tête, prêchent aux prolétaires que la renonciation à leurs revendications "égoïstes" permet de venir en aide aux chômeurs. Écoutons donc un distingué économiste bourgeois:

"L'importance des coûts salariaux a été reconnue depuis de nombreuses années. La stabilisation, puis la baisse de ces coûts, qui a été au coeur du plan Barre, est devenue, après les dérapages de 1981-82, la clé de voûte des gouvernements Fabius et Chirac. Un résultat a été atteint à travers la modération salariale (...). Les progrès ont été remarquables (!) mais le chômage n'a cessé de croître."

Et pour quelle raison?  
Parce qu'un "chômage élevé est, qu'on le veuille ou non, la condition indispensable pour réduire la pression à la hausse des salaires" (3).

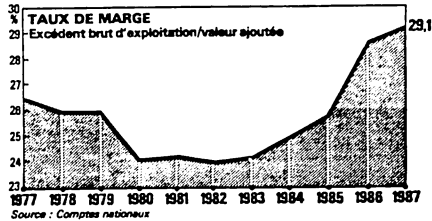
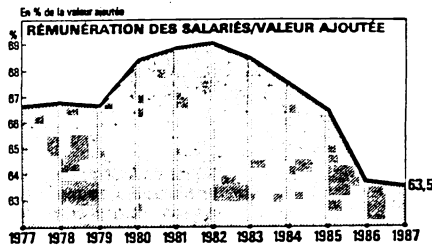
L'aveu est précieux: le chômage a une fonction économique sous le capitalisme, il est naturel. L'OCDE écrivait l'an dernier de son côté: "Alors que l'activité économique de la zone de l'OCDE poursuit son expansion pour la 5ème année consécutive, on prévoit que dans plusieurs pays (sic) les taux de chômage resteront bien supérieurs à leur niveau considéré autrefois comme normal (re-sic). (...) On

pourrait en déduire que le taux de chômage d'équilibre (!) ou taux de chômage naturel (!! ) a glissé vers le haut durant la période récente de fort chômage" ("Perspectives économiques de l'OCDE" No40).

Ce phénomène est expliqué par Marx qui fait découler l'existence de "l'armée industrielle de réserve", c'est-à-dire des chômeurs, de l'expansion du capital:

"La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force d'expansion du capital, amènent la mise en disponibilité de la force ouvrière, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. (...) Plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue de l'expansion capitaliste" ("Le Capital", tome IV):

Les progrès remarquables dont parlait notre économiste se sont traduits par le rétablissement des bénéfices ("taux de marge") qu'on peut constater dans le tableau ci-dessous, parallèlement à la baisse de la part des salaires. Les "coûts de production par unité", selon une enquête de l'IREP publiée cet été, se situent en France dans la moyenne des pays capitalistes, contrairement à ce qu'affirment les journalistes du patronat. D'après une étude de banques suisses, les "coûts de main d'oeuvre" dans l'industrie seraient en France parmi les plus faibles des pays développés (cf tableau). Mais le taux de chômage est au contraire parmi les plus élevés.



Pays	Coûts de main-d'œuvre par heure en % du salaire suisse (dans l'industrie transformatoire)
Suisse	100
Suède	99
Pays-Bas	84
Belgique	83
RFA	80
Japon	78
USA	74
Italie	73
France	68
GR	54
Espagne	50

Le plan Rocard va poursuivre la baisse des "coûts salariaux" recherchée et obtenue par les gouvernements qui se sont succédés depuis 10 ans. Cette baisse des coûts salariaux, c'est-à-dire cette offensive contre les salaires, n'a pas enrayé la montée du chômage. A l'inverse, elle n'a été possible que grâce à ce chômage qui a paralysé les réactions de la classe ouvrière. Selon Engels:

"L'économie des moyens de travail devient en même temps la dilapidation la plus brutale de la force de travail, un vol sur les conditions normales de la fonction du travail: (...) le machinisme, le moyen le plus puissant de réduire le temps de travail, se convertit en le plus inflexible moyen de transformer l'entière durée de vie de l'ouvrier et de sa famille en temps disponible pour faire valoir le capital; c'est-à-dire que le surmenage des uns détermine le chômage des autres" ("L'Anti-Dühring", p.314).

L'augmentation des profits a permis la "rationalisation", les "restructurations" pour "assainir" les entreprises en remplaçant du travail vivant (emplois de travailleurs) par du travail mort (machines robots). Le chômage massif et l'augmentation de la productivité sont les 2 côtés de la même médaille. Le plan Rocard ne peut lutter contre le chômage, et en réalité ne le cherche pas, car il fait partie de toute une politique éprouvée suivie par la bourgeoisie pour "faire valoir" le capital. Et cela passe "naturellement" par l'expulsion en masse de travailleurs du cycle productif: le taux de chômage "naturel" s'accroît. C'est là la loi générale de l'accumulation capitaliste.

Se soumettre, par prétendu "réalisme" aux lois économiques du capital dans l'espoir de voir s'améliorer à la longue la situation, comme le préconisent les larbins de la bourgeoisie, ou demander que les capitalistes investissent davantage dans la production, comme le réclament les réformistes, est donc suicidaire.

La classe ouvrière ne pourra résister à la dégradation de ses conditions de vie et de travail qu'en s'opposant aux lois économiques bourgeoises, en luttant résolument pour ses propres intérêts "égoïstes" indépendamment des intérêts de l'économie nationale, en refusant les sacrifices tout en étant solidaire des combats particuliers de chacune de ses parties. Contre tous les "traitements" capitalistes du chômage l'intérêt prolé-

tarien est d'avancer la revendication du salaire intégral aux travailleurs licenciés et du SMIC (revalorisé) aux personnes à la recherche d'un premier emploi. Ces revendications définissent un axe de lutte qui tend à l'unification des travailleurs, au chômage ou non, qui n'aboutit pas à abandonner une partie de la classe à la philanthropie de l'Etat, c'est-à-dire à la placer sous la coupe de la bourgeoisie: ce ne sont pas les travailleurs qui sont responsables du chômage, ce n'est pas à eux d'en faire les frais!

Et la lutte contre le chômage ne peut cesser d'être une phrase creuse que si elle signifie la lutte contre les causes du chômage, donc la lutte contre le capitalisme et pour l'abolition du salariat.

- (1) "Libération", 15/9/88
- (2) CERC, "Notes et graphiques" No4 (juin 88). Le CERC écrit aussi: "TUC et SIVP constituent parfois (1) une main d'oeuvre bon marché pour des secteurs traditionnellement sous-rémunérateurs". Les mesures de traitement, "social" ou non du chômage sont toujours des mesures en faveur du capital!
- (3) "Le Monde", 27/9/88. Cet économiste présente son truc pour ne pas augmenter le chômage: réduire les charges des entreprises, en cachant que c'est ce que font aussi depuis des années les gouvernements et que ces "charges" sont pour l'essentiel du "salaire différé". C'est donc une partie intégrante de la réduction des coûts salariaux.

## INQUIETUDES BOURGEOISES

L'"Expansion" du 3 juin 1988 lâche le morceau: la France est devenue le paradis des patrons. Ce n'est pas le Far-West encore dit-elle, mais jamais encore la réglementation, la pression sur les salaires, les conditions de travail et de licenciements n'ont été aussi favorables aux patrons. Elle reconnaît (ce que nous disons depuis toujours) que les offensives du capital sur le prolétariat se sont menées en collaboration et en complémentarité entre la gauche et la droite parlementaire et à petites doses à la fois, mais dont l'addition finale est lourde pour les prolétaires: "Individualisation des salaires, souplesse dans l'aménagement du travail, flexibilité de l'emploi; en quelques années, la France s'est mise à la pointe du libéralisme social. A marche forcée, et parfois même sans s'en rendre compte. Elle qui, récemment encore, paraissait empêtrée, dans la législation sociale la plus contraignante d'Europe semble montrer aujourd'hui la plus grande souplesse (...). De lois en décrets, d'ordonnances en accords professionnels, avec la bénédiction et de la droite et de la gauche, la France "serait-elle devenue un paradis social pour les patrons?"

Une des grandes nouveautés introduites par le capital national est la généralisation des bas salaires: "... les grilles de salaires ne sont plus coulées dans le bronze. Heureusement. Mais aujourd'hui, elles sont, dans la plus grande légalité, enfoncées de tous côtés: par l'individualisation, les systèmes d'intéressement et de participation, et surtout par le développement de statuts salariaux de plus en plus précaires. Le SMIC, unique obligation légale, a survécu, mais il est contourné (tiens donc!). Dans ce supermarché de Loire-Atlantique, il n'y a pas eu "un seul recrutement à durée indéterminée depuis un an. En revanche, la quasi "totalité des postes de caissières sont désormais tenus par des SIVP (des jeunes en stage d'insertion dans la vie professionnelle). Leur salaire, selon l'âge, ne dépasse pas 17 à 27% du smic, et il est exonéré de charges sociales."

Au niveau des licenciements c'est le même tabac. La suppression de l'autorisation administrative de licenciements ne changera d'ailleurs pas grand chose puisque 90% des dossiers étaient signés

automatiquement par les inspecteurs du travail, sans même les ouvrir.

Autre conséquence: le "licenciement-pression", celui qui laisse aux salariés le choix entre la peste et "le choléra, entre la suppression de leur treizième salaire mois par exemple "et ... la porte (...). En novembre 1987, SGS-Thomson demandait à un certain nombre de femmes de travailler "la nuit, en échange d'une prime de 30%. Elles n'étaient pas tenues d'accepter, "puisque cette mesure ne peut être imposée dans une entreprise qu'après accord "avec les syndicats, au niveau de la "branche professionnelle. Celles qui "ont refusé -une trentaine- ont été mutées ou licenciées. Rentabilité oblige."

Le chômage, les préretraites, les études ou le service militaire à rallonge pour occuper les jeunes, le temps partiel comme pis-aller, la multiplication des petits boulots en dessous du smic (les TUC, les TIL, les SVIP, les PIL, etc.), les contrats à durée déterminée, l'alignement des salaires vers le bas, le chantage permanent au licenciement, le miroir aux alouettes de l'intéressement salarial aux bénéfices de l'entreprise (qui permet de baisser les salaires de bases), voilà le plat quotidien de la vie du prolétaire.

Ces messieurs les bourgeois se rendent bien compte que le monde est devenu un paradis pour eux mais que l'enfer qu'il ont ainsi créé pour la classe ouvrière risque bien de provoquer des réactions ouvrières incontrôlables et finalement plus néfastes pour le capital que quelques petits coups de frein à la "libéralisation".

"Le Ministère du travail conclut "L'Expansion", estime que, dorénavant, "le tiers des augmentations sont accordées au mérite. Rien ne s'y oppose... "Si ce n'est la résistance des intéressés. Les Michelin ont dit non. Simple "colère isolée ou début d'un rejet du "nouveau libéralisme social? On le verra "mieux, sans doute, dans les mois qui viennent."

Voilà aussi la raison de la bourgeoisie de préférer aujourd'hui un gouvernement influent sur les prolétaires à un gouvernement qui ne saurait pas par ses méthodes, mystifier les prolétaires sur le sens réel anti-ouvrier des mesures de l'Etat.

# Les grèves confirment

(Suite de la page 1)

Qu'il se fasse d'abord sur un terrain corporatiste ne signifie pas à priori qu'il est condamné à y rester. En dehors de toute tradition de lutte et d'unité depuis longtemps perdue par le prolétariat, le mouvement de classe ne peut renaitre qu'en empruntant des chemins difficiles et prendre au début des formes encore largement entachées de principes non prolétariens de corporatisme, de démocratie légaliste ou autre. Il serait puéril d'envisager que le mouvement de classe renaisse dans une pureté originelle. Ce sont des conditions objectives de travail, d'appartenance à une même catégorie de travailleurs souffrant des mêmes problèmes qui amènent les prolétaires à se regrouper aujourd'hui en dehors des syndicats officiels sous une forme corporatiste et non le ralliement conscient à une idéologie de ce type.

Il appartient aux militants communistes et aux travailleurs les plus conscients d'oeuvrer au sein de ces mouvements pour que leur organisation se renforce et dépasse les limites de la profession, pour tisser des liens puis fusionner avec d'autres catégories de travailleurs. Ce n'est que par un long et patient travail d'organisation et de propagande que cette tendance à l'indépendance de l'organisation pourra sortir des limites de catégories. Mais pour cela il faut et faudra lutter contre toutes les tentatives de dévoiement de cette tendance que ne manqueront pas de lancer l'Etat, la bourgeoisie et les syndicats officiels soit dans le but de redonner à ces derniers une légitimité auprès des travailleurs, soit en corrompant les mouvements et leur organisation propre. L'Etat a su étouffer par exemple les révoltes des jeunes des banlieues par la corruption (animation sociale, aménagement de quartier, etc.) ou par l'illusion démocratique, il pourrait, avec ses complices de toutes classes, faire de même avec les luttes actuelles pour les ramener dans le giron de la concertation sociale.

Parmi les récentes luttes en France, la grève des infirmières mérite qu'on s'y attarde plus particulièrement.

La grève du personnel infirmier, toujours en cours au moment où nous écrivons, est riche d'enseignements pour les futures luttes de la classe ouvrière. Dès aujourd'hui, elle fait figure d'exemple à suivre ou du moins à un rôle d'encouragement pour beaucoup de travailleurs. Le patronat, le gouvernement et les bonzeries syndicales l'ont bien compris et ils s'efforcent, chacun à leur manière, d'éviter que la contagion ne débouche sur un "krach social" ou un "mini mai-68".

Grève exemplaire, la grève des infirmières et des infirmiers, qui rappelle la grève des "nurses" britanniques elle aussi remarquable par son dynamisme, sa combativité, son organisation, a fait sienne les leçons des dernières luttes ouvrières: **SUCF, CHALISSON, SNECA**, etc. Elle a remis au premier plan des méthodes et des revendications classistes, délibérément ignorées par les confédérations syndicales:

- des **revendications salariales unitaires** (2000 F pour tous) et non plus des revendications au pourcentage ou au point qui renforcent la hiérarchie des salaires.

Il est vrai que le discours sur l'organisation de la santé, sur le service public, qui est toujours employé par les bonzes et l'administration pour attirer les employés dans le piège du réformisme est présent. Mais en pratique, ce sont les revendications de salaires, d'exploités, qui prennent le dessus (par exemple aussi la baisse de la charge de travail) et qui sont à l'origine de la popularité du mouvement auprès des autres travailleurs.

- des **méthodes de lutte réelle**. Les infirmières ont réussi à dépasser les barrières d'établissement pour se lancer dans un mouvement d'envergure nationale. Elles ne se sont pas contentées des rituelles journées d'action des syndicats, mais ont pu organiser une grève reconductible, "illimitée".

- une **organisation indépendante**. La grève a pu tenir si longtemps grâce à l'organisation de façon indépendante des bureaucraties syndicales. La coordination est l'expression des grévistes, ce qui lui donne la force nécessaire pour résister aux manoeuvres des appareils syndicaux et à la pression du gouvernement. Les négociateurs gouvernementaux, habitués aux interlocuteurs responsables que sont les bonzes syndicaux, n'y voient que de "l'énerverment" ou une mauvaise compréhension. Ils s'

inquiètent de ce que les coordinations veillent vraiment obtenir satisfaction sur leurs revendications au lieu de chercher le compromis. "Le ministre a constaté (...) que ces coordinations qui constituent de réels mouvements d'expression, éprouvent toutefois le plus grand mal à devenir des mouvements de négociation qui auraient en vue la recherche d'un compromis. (...) Un mouvement pragmatique aussi, qui préfère toujours le slogan efficace, et parler des "2000 F pour tous", à des mesures sans doute moins spectaculaires, mais touchant au statut de la profession", écrit "La Tribune de l'Expansion" ("Le quotidien des affaires") du 17 octobre dernier. Les bourgeois ont plus l'habitude d'avoir en face d'eux des gens tout prêt à vendre la lutte contre un plat de lentilles que d'authentiques représentants des travailleurs.

Le mouvement des infirmières et des infirmiers marque un pas en avant par rapport aux grèves qui l'ont précédé. Lors de la grève des cheminots, les coordinations n'avaient pas réussi à prendre la direction du mouvement, ni même à représenter la majorité des grévistes. Certaines organisations dominantes les coordinations avaient même théorisé cet état de fait. La LCR en particulier soutenait que le rôle des coordinations ne consiste pas à diriger les luttes ou à négocier, mais à faire pression sur les syndicats pour qu'ils réalisent l'unité syndicale. Cette unité réalisée, les coordinations ne devraient plus avoir qu'un rôle de vigilance ! (cf. "Le prolétaire" numéro 390).

Dans le mouvement des infirmières,

au contraire, la coordination est indiscutablement plus représentative que les syndicats, ainsi que l'a démontré avec éclat le succès de la manifestation du 13 octobre et l'échec de la manifestation concurrente des syndicats. Après avoir tenté de l'ignorer le ministre a du reconnaître la coordination et l'inviter aux négociations.

Les limites du mouvement actuel des infirmières tiennent sans doute à son "corporatisme", au point même que la CFDT a cru habile d'attaquer la coordination sur cet aspect. Ce corporatisme peut être expliqué comme la conséquence presque inévitable de la volonté des infirmières de prendre en main leur propre lutte. L'intransigeance du gouvernement montre cependant que l'extension du mouvement aux autres catégories est une nécessité même de la lutte. Et à l'exemple des infirmières, des coordinations des autres catégories du personnel de santé se sont mises en place. Les divisions par corporation ne peuvent qu'affaiblir la lutte.

D'autre part, la période des négociations va être cruciale. Gouvernement et syndicats vont utiliser, en plus des divisions catégorielles, toutes les illusions gestionnaires ou réformistes qui existent (1). Mais en raison du mécontentement généralisé parmi les fonctionnaires, on en viendra peut-être à des mouvements de plus grande ampleur.

D'ores et déjà les syndicats ont allumé des contre-feux avec les journées d'action dans la fonction publique. Pour ne pas être débordés par une contagion rampante, ils sont capables de réaliser à leur manière une "extension" des luttes. C'est une opération classique qui

permet de noyer les secteurs "incontrôlés" dans un mouvement d'ensemble dont ils tiennent les rênes. Le thème de ce mouvement se dessine déjà: une négociation générale du statut de la fonction publique qui, bien entendu, répondrait aux désirs de plus en plus pressants du patronat. L'extension n'est donc pas en soi une panacée. Elle ne peut être efficace que si elle s'accompagne d'une extension de l'organisation autonome des travailleurs regroupant les syndiqués et non syndiqués, indépendamment des hiérarchies syndicales, sur des méthodes et des revendications de classe.

Dès maintenant, des coordinations de travailleurs se mettent en place ou sont réactivés dans les PTT, la SNCF, etc. Quelque soit le déroulement des mouvements actuels, leur succès et le succès des mouvements futurs dépend de la capacité des travailleurs d'avant-garde à tisser entre eux des liens organisationnels durables, qui puissent résister aux coups de l'adversaire ainsi qu'aux inévitables reflux des luttes, afin d'en tirer les leçons et de pouvoir repartir ensuite sur des bases élargies et toujours plus solides: **le vrai résultat des luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.** (Le Manifeste)

1) Une illustration en est donnée par la création à l'appel de la coordination Ile de France, d'un comité de soutien composé de personnalités et de la recherche de solidarité, non auprès des autres travailleurs, mais auprès des "usagers" dans leur ensemble. En se coupant du reste de la classe, le mouvement se condamne à la défaite.

## PCF : Dans la tradition réformiste

Dans son effort pour se donner une allure radicale et combative, le PCF se prétend depuis quelque temps "révolutionnaire". Mais lorsqu'il cherche à justifier théoriquement cette qualification, il ne peut que démontrer sa pleine appartenance au courant réformiste, anti-révolutionnaire.

La revue théorique du PCF, "Economie et Politique" a voulu préciser dans son n° de juin, la filiation historique de sa "nouvelle stratégie révolutionnaire":

"Au cours de la campagne des élections présidentielles, André Lajoinie a été amené à opposer à la "paix sociale" dont F. Mitterrand se voulait le champion, la position de Jaurès, dans son discours de 1908 au congrès de Toulouse de l'ancien parti socialiste unifié: "Ce n'est pas un réformisme bourgeois, un réformisme bureaucratique, un réformisme de paix sociale que nous vous apportons, mais une action de réforme vigoureuse, enthousiaste, soutenue par l'esprit de lutte de la classe ouvrière et animée par l'intégrité de l'idéal socialiste".

Nous avons jugé intéressant de donner à nos lecteurs de larges extraits de ce discours de Jaurès. En effet celui-ci est révélateur des débuts des recherches originales du mouvement socialiste et ouvrier français sur l'intervention des travailleurs dans les gestions des entreprises, pour un processus révolutionnaire pacifique (sic!) dans les conditions de la France."

Il est effectivement intéressant d'expliquer ce dont parle le PCF. Le congrès d'octobre 1908 du nouveau parti socialiste, créé en 1905 par la fusion des différentes organisations précédentes ("collectivistes", "blanquistes", "autonomistes"), se déroule dans le cadre d'une certaine radicalisation du mouvement ouvrier en Europe après la révolution russe de 1905. En France même, c'est l'apogée du "syndicalisme révolutionnaire" qui vient de triompher au congrès d'Amiens de la CGT en 1906.

Le congrès de Toulouse du parti socialiste va refléter cette radicalisation - et en marquer les limites. Le congrès mettra en effet à son ordre du jour comme question centrale, la "valeur des réformes" et de "l'action parlementaire du parti". C'est pourquoi, Jaurès sera obligé dans son discours de traiter longuement par exemple de la question de "l'insurrection". Pour ne pas troubler ses pacifiques lecteurs "Economie et Politique" coupe tout ce passage. Sans doute Jaurès bataille-t-il contre les mouvements insurrectionnels lancés par de petits groupes "téméraires", sans doute parle-t-il, pour discréditer les tendances d'extrême-gauche, d'un "esprit individualiste et bourgeois d'insurrection"; il est cependant contraint de déclarer dans son discours: "jamais nous ne renoncerons, au nom du prolétariat, à ce droit insurrectionnel". Pour le PCF qui a renoncé depuis longtemps à revendiquer, ne serait-ce qu'en paroles, à ce "droit" et surtout **au nom du prolétariat**, il est nécessaire de censurer Jaurès sur ce point.

Cependant "Economie et politique" ne trahit pas le sens du discours et de la bataille de Jaurès. Au delà de la rhétorique, il s'agit de la lutte entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire, entre

"l'opportunisme" qui veut simplement améliorer la société bourgeoise et les révolutionnaires qui veulent la renverser. Et cette bataille, c'est Jaurès, chef de la tendance opportuniste, qui la gagnera à ce congrès de Toulouse, comme en général dans toute l'activité du parti. Le PCF est à bon droit l'héritier de cette tendance qui, depuis, a "mûri" en subissant le baptême du feu de 2 guerres mondiales au cours desquelles elle a enchaîné le prolétariat à la défense du capitalisme, et de nombreux combats de classes où elle a oeuvré en faveur de l'ordre bourgeois.

Il serait donc absurde de combattre aujourd'hui l'opportunisme contre-révolutionnaire à coups de motions dans une même organisation politique (ce qu'ont prétendu faire les trotskystes avec leur tactique de "l'entrisme"): la lutte se livre ouvertement entre camps opposés et son issue dépendra de la victoire de la lutte de classe révolutionnaire contre le capitalisme.

En 1908 cette lutte se déroulait encore au sein du même parti et sans que les acteurs aient vraiment conscience de sa portée. D'autre part la faiblesse politique des opposants à l'opportunisme les empêchait de mener une lutte sérieuse, efficace et fructueuse. La pratique opportuniste des anciens marxistes (les "Guesdistes" ou "collectivistes") condamnait leur critique à un schématisme stérile. L'extrême-gauche "insurrectionnaliste", influencée par les syndicalistes révolutionnaires, avait tendance à se payer de mots et n'arriva jamais à donner des fondements théoriques solides, marxistes, à ses positions, qui auraient pu l'empêcher d'être balayée par les événements. Elle finit comme les autres tendances du parti, dans le soutien à la guerre.

Nous donnons cependant ci-dessous des extraits de la motion d'extrême-gauche au congrès de Toulouse, car elle a le mérite de rappeler des points invariants pour les communistes révolutionnaires; et derrière Jaurès, elle réfute aussi le PCF actuel.

"Considérant qu'en inscrivant à la tête de sa déclaration: la conquête des pouvoirs publics ou du pouvoir politique, le Parti socialiste n'a jamais entendu affirmer que cette conquête se ferait par voie électorale;

Que le parti socialiste saurait faire consister la conquête du pouvoir politique dans le remplacement, par un personnel nouveau, du personnel bourgeois dans les organismes actuels de l'Etat, mais bien dans le développement d'institutions propres à la classe ouvrière et remplaçant les institutions par lesquelles la classe bourgeoise a établi et maintenu sa domination;

Que plusieurs fractions du parti aujourd'hui unifié ont même toujours revendiqué le recours à la force, et particulièrement à la grève générale et à l'insurrection;

Considérant que, même dans un pays de démocratie et de suffrage universel, le Parlement ne détient qu'en apparence le pouvoir politique, lequel est en réalité entre les mains des sociétés financières, industrielles et commerciales qui, par la grande presse et les autres moyens de pression et de corruption font et défont les majorités électorales, les députés et les ministres;

Considérant que la prédominance des préoccupations électorales, outre les dangers de corruption trop certains auxquels elle expose les élus socialistes, amène fatalement le Parti à concentrer son effort sur les réformes inscrites au programme radical (le parti radical était le parti bourgeois de gauche - NDLR) au détriment de la propagande purement collectiviste ou communiste, le déshabitude petit à petit de toute action révolutionnaire et tue en lui l'esprit de révolte;

Considérant que le Parti ne saurait, sans sacrifier l'avenir, accorder une importance révolutionnaire aux luttes parlementaires et à l'action électorale;

Le Congrès rappelle:

1° Que le Parti socialiste participe aux élections, non dans le vain espoir de conquérir les pouvoirs publics ou le pouvoir politique par des moyens légaux, mais afin de profiter des facilités particulières qu'offrent les périodes électorales pour la propagande collectiviste ou communiste faite sans atténuation ni réticences;

2° Que la socialisation des moyens de production et d'échange pourra être faite seulement par la grève générale insurrectionnelle, le jour où le monde ouvrier, groupé dans la CGT, sera assez organisé, assez éduqué, et assez combatif pour prendre en main la direction de la production;

3° Que pour cette révolution économique le Parti socialiste doit s'imposer comme tâche la diffusion de l'idéal collectiviste ou communiste dans tout le pays, en particulier auprès des paysans petits propriétaires qui échappent à la CGT; la propagande antimilitariste et internationaliste, spécialement auprès de la jeunesse avant son entrée à la caserne, et la préparation à l'insurrection."(1)

Et dans sa partie sur "l'Action parlementaire", la motion "rappelle" avant tout que le parti "est non un parti de réforme, mais un parti de révolution, ce qui signifie que le prolétariat ne doit pas attendre son salut de l'intervention parlementaire, mais seulement du développement des institutions ouvrières et de la Révolution (...)" Et "Que le meilleur moyen d'arracher des réformes légales à la bourgeoisie, c'est encore la pression du dehors exercée sur le Parlement par des organisation syndicales nombreuses et combatives et par un Parti socialiste consacrant toutes ses forces, non à une besogne réformiste, mais à la propagande collectiviste et communiste et à la préparation de l'insurrection (...)"

A l'opposé des "débuts des recherches originales" du réformisme - dont se revendiquent le PCF - c'est là l'expression des positions révolutionnaires auxquelles devra se rattacher le mouvement prolétarien international.

(1) L'influence syndicaliste révolutionnaire se manifeste ici dans l'idée que la "grève générale insurrectionnelle" est la formule nécessaire et suffisante de la prise du pouvoir et même de la "socialisation".



## L'élection de Mitterrand

(Suite de la page 3)

Indépendamment de l'erreur grossière de perspective, sur la réalité du "danger fasciste", la LCR, comme tous les démocrates, barre au prolétariat le chemin de son organisation et de sa lutte de classe et lui indique l'impasse désastreuse de l'inter-classisme et de la défense de la démocratie bourgeoise.

Partis de points de vue différents, les analyses de ces 2 courants convergent dans une vision fautive de la situation qui ne peut qu'égarer les militants ouvriers et révolutionnaires. Toutes 2 sont étrangères à l'analyse marxiste car elles restent superficielles, impressionnistes. Elles prennent une défaite électorale de la droite pour une crise de la bourgeoisie car elles ignorent que la domination de celle-ci ne se joue pas dans des combinaisons parlementaires et parce qu'elles font un contre-sens sur la nature et le rôle du réformisme. Le CCI pour conforter son appréciation délirante du déferlement incessant de vagues de luttes ouvrières, construit les théorisations machiavéliques les plus abracabrantes. La LCR pour justifier son suiveur vis-à-vis des partis ouvriers-bourgeois (4) et son aplatissement devant la démocratie, renie les enseignements de l'Internationale et du marxisme sur ce qu'est le réformisme, la démocratie, l'Etat bourgeois.

Leur convergence montre que ces courants constituent tous deux, bien qu'à des degrés et avec des poids différents, des entraves à la lutte révolutionnaire du prolétariat: l'un, l'entrave de la déviation "de gauche", non plus infantile, mais sénile; l'autre l'entrave de la dégénérescence opportuniste et "centriste".

(1) "Révolution internationale" No172

(2) A la fin des années 20, l'I.C. stalinisée découvrit que la lutte des classes était entrée dans une "3ème période" caractérisée par une montée révolutionnaire générale. La moindre grève était présentée comme l'annonce de l'offensive ouvrière, justifiant les appels à la création des "soviets partout", alors qu'en réalité la lutte ouvrière marquait le pas. Non seulement les partis, mais les ouvriers social-démocrates encore nombreux étaient dénoncés comme "social-fascistes". Le radicalisme verbal et l'optimisme de commande des staliens n'aboutissait qu'à la désorientation et à la division des travailleurs.

Le CCI, qui nie, tout comme les trotskystes, l'existence de "l'aristocratie ouvrière", n'hésite cependant pas à classer carrément dans la bourgeoisie "la CGT, les gauchistes et les syndicalistes de base". En ce qui concerne la "période", nous en serions à "la 3ème phase de la 3ème vague" des luttes ouvrières...

(3) Toutes les citations sont tirées de "Critique communiste" No74 (mai 88). Le langage est le même que celui du CCI: "les difficultés qui se manifestent présentement touchent cette fois tout l'appareil politique de classe dominante: elles représentent ainsi un **affaiblissement général de la bourgeoisie**. (...) Ce sont de telles "magouilles" (...) que la droite paie aujourd'hui, droite dont l'affaiblissement aujourd'hui est celui de l'ensemble de la bourgeoisie" "R.I." No169.

(4) Les marxistes définissent comme politiquement **bourgeois** les partis réformistes, qui sont par la composition sociologique de leur base d'influence au moins en partie **ouvriers**. Leurs partisans se recrutent surtout parmi l'**aristocratie ouvrière**, cette couche de la classe qui, en raison de certains privilèges, est attachée à l'ordre bourgeois et qui aspire à se fondre dans la petite-bourgeoisie dont elle partage le comportement.

### SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

### SOUSCRIPTION - 4EME LISTE

Apro 100,- / Roger 100,- / Yvon 60,- / A.B. 200,- / F. 100,- / Paris 400,- / Alsace 100,-  
Total souscription: 1060,-

# OU VONT LES BR ?

(Suite de la page 1)

## LA FORMULATION MARXISTE DU PROBLEME DES FORMES DE LUTTE

Cela ne signifie pas le moins du monde que les formes de lutte n'ont aucune importance pour les communistes révolutionnaires; cela signifie donner aux méthodes de lutte "des classes révolutionnaires" leur poids objectif en en liant l'importance au **cours** du mouvement révolutionnaire, en les rendant conscientes à la masse prolétarienne. Lénine précise:

**"Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes doctrinaires (souligné par nous) le marxisme veut qu'on considère attentivement la lutte de masse en acte et qui, avec le développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître continuellement de nouvelles méthodes, toujours plus diversifiées, de défense et d'attaque."**

De là découle l'importance fondamentale de l'analyse des situations, des rapports de force entre les classes, de la situation dans laquelle se trouve et lutte, ou ne lutte pas, le prolétariat, du progrès de sa **conscience** (non de la conscience individuelle au sens banal et bourgeois, mais de sa conscience de classe) et de ses diverses et nouvelles méthodes de lutte.

Ce premier principe théorique stipule donc que le programme du parti marxiste n'est pas lié à une forme particulière de lutte, par exemple le terrorisme, parce que cette forme particulière ne peut justement pas être généralisée à n'importe quelle phase du mouvement de classe. Ceci vaut pour les formes de lutte légales comme pour les formes illégales et seule une vision à fond idéaliste et, dans les faits, immédiatiste, peut élever telle ou telle forme au rang d'un principe programmatique.

En second lieu, continue Lénine, "le marxisme exige **catégoriquement** (souligné par nous) que le problème des formes de lutte soit examiné dans son **aspect historique**". Voilà le deuxième principe théorique en matière d'action tactique communiste.

"Poser ce problème en dehors des circonstances historiques, concrètes, signifie ignorer l'abc du matérialisme historique. A des moments spécifiques de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions de la situation politique, des cultures nationales, des conditions d'existence, etc., diverses formes de lutte passent au premier plan, devenant les principales, et donc les formes secondaires, accessoires, se modifiant à leur tour. Vouloir répondre par oui ou par non quand le problème est d'évaluer un moyen déterminé de lutte, sans analyser de façon détaillée les circonstances concrètes du mouvement au niveau de développement qu'il a atteint, signifierait abandonner complètement le terrain marxiste."

C'est pourquoi il ne s'agira jamais d'être **toujours pour** le parlementarisme, ou **toujours contre, toujours pour** l'activité légale ou **toujours contre, toujours pour** la violence et le terrorisme ou **toujours contre**. Ce sont les circonstances historiques, avec tout ce que nous rappelle Lénine, qui indiquent si une forme donnée de lutte, par exemple le parlementarisme, peut faire avancer ou non le mouvement révolutionnaire de classe; qui indiquent si une forme donnée de lutte, par exemple le terrorisme individuel, contribue à renforcer la confiance du prolétariat dans ses propres forces et dans ses organisations de classe, ou si elle se réduit à un simple duel entre terroristes et appareil d'Etat bourgeois.

L'attitude du communisme révolutionnaire consiste à se tenir **rigoureusement au point de vue de classe**, non seulement en paroles, mais surtout dans les faits.

Les brigadistes ont reconnu explicitement dans des livres, dans des autobiographies et des interviews qu'ils ne se sont jamais posés réellement la question: à qui profite tel attentat, tel assassinat politique, tel acte terroriste? Ils tenaient pour certain que la seule bénéficiaire en était la révolution.

De son côté, la campagne de propagande de l'appareil bourgeois et des forces conservatrices et opportunistes a toujours utilisé cette question pour répondre: au fascisme, aux forces obscures qui veulent en finir avec les libertés démocratiques

conquises par la lutte antifasciste des partisans. Et elle met sur un même pied les brigadistes rouges et les terroristes noirs d'extrême-droite, tous jugés également "opposés au mouvement ouvrier".

Mais le marxisme, dès ses origines, refuse de juger les formes de lutte d'après les règles hypocrites de la démocratie, selon laquelle si la majorité du prolétariat à un moment donné reconnaît une méthode déterminée ou une forme de lutte ou de coexistence sociale, celle-ci sont alors toujours "justes", toujours à "défendre" et à généraliser; il repousse aussi le critère de l'excitation volontariste idéaliste ou moraliste, pour qui, si la partie la plus combative et la plus radicale du prolétariat, ou celle que l'on considère comme telle, utilise certaines méthodes ou formes de violence appliquées, toute la masse de la classe ouvrière "doit" les soutenir, les "légitimer" les reprendre à son compte.

Tel type d'actions, telles méthodes, tels objectifs servent-ils à développer la lutte de classe, à unifier dans l'action de masse les rangs prolétariens, à donner confiance au mouvement de classe? Servent-ils à organiser la lutte ouvrière et à la défendre des attaques patronales, de l'Etat bourgeois et des forces opportunistes? C'est à ces questions qu'il faut répondre, non dans une imaginaire "situation révolutionnaire", mais dans le cadre de la situation concrète.

Le point déterminant pour les communistes révolutionnaires n'est pas dans une forme particulière de la lutte prolétarienne; c'est la **lutte de classe** elle-même, c'est-à-dire le mouvement dans lequel la masse prolétarienne se reconnaît en lutte antagoniste aux autres classes de la société présente, et avant tout contre la classe bourgeoise capitaliste qui détient le pouvoir.

Le marxisme a systématisé historiquement les concepts de **force**, de **violence**, de **dictature**, en relevant leur manifestation nécessaire dans les diverses sociétés de classes qui se sont succédées dans l'histoire, et dans le saut qualitatif pour passer de la dernière société de classes à la société **sans classes**, de la préhistoire à l'histoire humaine, du capitalisme au communisme.

Les vagues opportunistes successives qui ont emporté le mouvement prolétarien et communiste aux diverses époques, ont obligé les marxistes à reprendre constamment la question de la violence, de la terreur, de la dictature, de la guerre civile, de l'Etat prolétarien, des interventions despotiques après la conquête du pouvoir, etc. Ce-faisant, les marxistes ont toujours souligné les caractéristiques anti-démocratique, anti-pacifiste, anti-gradualiste, anti-individualiste et impersonnel du programme communiste, et donc de leur action.

Lénine, comme Rosa Luxembourg et Trotsky, comme tous les représentants les plus cohérents du marxisme international et, avant eux, Marx et Engels, a toujours revendiqué l'usage de la violence comme une nécessité historique de la lutte entre les classes; les différentes sociétés se sont développées grâce à l'usage de plus en plus centralisé de la violence, parallèle à la progression des forces productives, jusqu'à la société capitaliste qui a étendu son mode de production à toute la planète et à tous ses habitants, posant d'ailleurs ainsi les prémisses et les bases matérielles de son dépassement.

Mais tout en revendiquant l'utilisation de la violence, il a toujours fait découler le renversement de la société actuelle de la lutte de la seule classe révolutionnaire, le prolétariat. La lutte de classe prolétarienne et son prolongement en lutte révolutionnaire sont les éléments qui fondent le jugement sur les formes de lutte à soutenir, à propager, dont il faut rendre les prolétaires conscients dans une période déterminée.

### LE SPONTANEISME A LA BASE DU TERRORISME ROMANTIQUE

Le **primitivisme** dont parle Lénine dans "Que Faire?" et dans beaucoup d'autres textes, est cette attitude pratique liée à un matérialisme vulgaire, à un communisme grossier, qui ne va jamais au-delà de la simpliste alternative du "oui ou non", qui généralise l'**immédiat**, qui donne autant d'importance à la partie, c'est-à-dire à une forme déterminée, partielle, qu'au tout.

Dans le mouvement ouvrier le primitivisme s'est incarné dans des lignes politiques, des théorisations, qui lui ont donné une forme organisée et politique. Ce sont le spontanéisme et surtout l'**immédiatisme** qui alimentent le primitivisme

me ouvrier auquel se rattache la tendance du terrorisme individualiste, romantique.

Dans la mesure où il est l'expression politiquement la plus avancée, du besoin immédiat, contingent, quotidien, du salarié qui ne supporte plus les contradictions et les conditions d'existence dans cette société, l'immédiatisme apparaît comme l'expression la plus véritable, la plus forte, la plus efficace, de la population salariée, de la classe ouvrière ou, pour parler comme les "Autonomes", de "l'ouvrier-masse", de "l'ouvrier social".

La société alimente l'insatisfaction, la misère, l'angoisse parmi le prolétariat rivié à sa condition d'esclave salarié; elle jette continuellement des quantités toujours plus grandes d'individus dans la peur d'une existence de misère et d'angoisse. Et dans cette situation se trouvent non seulement des prolétaires, mais aussi des individus issus de toutes les classes, et en particulier des classes moyennes. Celles-ci vivent de façon permanente dans l'ambiguïté et dans l'impuissance d'une couche sociale brimée par les lois du capital tout en aspirant aux privilèges bourgeois, à la propriété privée, aux "réserves" assurées, à la promotion sociale, à la culture et à la technique qui abondent dans cette société, mais qui sont réservées à la classe dominante.

L'aggravation des conditions de vie, la précarité toujours plus pesante et "assurée" pour de larges couches de la population forment un mélange destiné à devenir explosif, et en l'absence d'une force prolétarienne de classe organisée débouchent sur n'importe quelle perspective qui permette de se "mettre en mouvement", de "faire quelque chose", de réagir "dans la pratique".

Parmi les travailleurs l'effet est positif car il stimule la combativité et la résistance active à la pression du patronat et du capital, dans comme hors de l'usine. Il mine la croyance dans les remèdes pacifistes, démocratiques aux maux croissants de la société et constitue un élément matériel favorisant la lutte pour les intérêts ouvriers véritables, de classe.

Parmi les couches moyennes et surtout chez les intellectuels, il en est autrement. C'est en effet leur position économique et sociale, privilégiée par rapport au prolétariat, qui est menacée. Ces couches tendent à se séparer de la condition prolétarienne de pur salarié, vers laquelle le capitalisme les pousse, surtout en période de crise économique, pour se garantir de la façon la plus stable une condition bourgeoise de propriétaire; leurs "réserves" s'expriment en m<sup>2</sup>, en actions, en compte en banque; ou, à défaut, en reconnaissance sociale, en position dans la production, dans la distribution, dans les appareils du capital privé ou de l'Etat. Propriété privée, même petite, et fonction sociale, même modeste, voilà les **réserves** auxquelles est agrippé le petit-bourgeois et qu'il doit, par nature, conserver et accroître.

La perte, ou la crainte de perdre ces réserves pousse la petite-bourgeoisie à l'agitation rebelle, au désespoir, au fanatisme. C'est la théorisation de la rébellion, de la conspiration, du terrorisme individuel. Quand la chute dans la condition prolétarienne est identifiée à la pression du capital et de ses instruments économiques et politiques, l'objectif de cette rébellion devient les "représentants", les "symboles" de cette force. En les frappant, on croit pouvoir atténuer cette pression écrasante, faire valoir des droits qui n'étaient pas pris en considération, revenir à la situation antérieure, où l'abondance paraissait à la portée des moins riches, des petits propriétaires voire même des prolétaires.

Il s'agit là de phénomènes sociaux, qui ont déjà eu lieu et qui ont déjà été analysés par le marxisme. Celui-ci y lit non seulement l'impuissance historique des classes moyennes, en dépit de leur agitation, de leur production incessante de "théories" et "d'idées", mais aussi l'influence qu'elles exercent, étant donné leur proximité sociale, sur le prolétariat, tant dans le domaine de l'idéologie, de la mentalité, des habitudes, que de la pratique quotidienne. Croyant en l'idée de la démocratie en tant que forme sociale et politique qui garantit l'opinion personnelle et l'initiative économique individuelle, les couches petites-bourgeoises peuvent en venir à certains moments à la rébellion contre cette démocratie qui ne tient pas ses promesses et où la majorité du "peuple" souffre parce qu'une minorité avide et jouisseuse (les gros capitalistes, cyniques et spéculateurs) ne veut pas partager un peu de sa richesse.

Exproprier les expropriateurs devient alors la formule de la punition de la poi-

gnée de méchants qui ont accaparé trop de richesse. L'objectif visé en réalité n'est pas la suppression de la propriété privée, mais sa généralisation; l'objectif n'est pas: plus de propriétaire ni de prolétaire, mais: tous propriétaires, tous prolétaires. L'ouvrier-masse n'est que le reflet du propriétaire-masse. **Tout, tout de suite**, est la formule utilisée par les théoriciens de la rébellion sociale pour exprimer leur volonté d'en finir avec leur condition d'expropriés, de "désqualifiés", leur aspiration au retour du bien-être qui permettrait à la majorité du peuple de **posséder des biens**.

Marx écrit dans ses "manuscrits économico-philosophiques de 1844":

"La possession physique, **immédiate** est pour le communisme grossier ce but de la vie et de l'existence; la condition d'**ouvrier** n'est pas supprimée, mais étendue à tous les hommes, le rapport de propriété privée subsiste comme rapport de la société des hommes au monde des choses."

Depuis cette époque le marxisme n'a cessé de combattre l'interminable série de réformateurs qui utilisent et présentent les concepts du "communisme grossier" comme les dernières trouvailles de la science sociale, ou de leurs propres cogitations individuelles.

C'est sur "ce but de la vie et de l'existence" que se sont en fait polarisés tous les groupes rebelles, protagonistes d'abord de **mouvements de contestation**, puis d'organisations **anti-institutionnelles**, jusqu'à la **contestation armée**. La justification politique a sans doute été très diverse selon qu'il s'agisse d'une simple protestation étudiante ou d'une lutte armée. Mais la ligne politique de tous était l'extension de la condition de la condition ouvrière à tous les hommes et le maintien du principe de la propriété privée. "Pouvoir ouvrier", "contre-pouvoir", exprimaient le droit du peuple, de tous ceux qui se sentent opprimés à pouvoir compter sur quelque chose ici et maintenant, de façon immédiate, et de contester le droit des puissants à négliger les exigences des opprimés.

#### L'ELABORATION DE TECHNIQUES DE LUTTE ET NON DE PROGRAMMES POLITIQUES

L'extrémisme, infantile ou sénile, ne pouvait pas ne pas se référer au mouvement ouvrier présent dans la "culture nationale" et la "tradition" des luttes sociales. Et la contestation "de gauche" depuis les années 60 et surtout après 68 devait "se confronter" au grand parti ouvrier, le PCI et à sa politique successivement "dure", anti-OTAN, anti-Démocratie Chrétienne dans les années 50, puis "forte" mais à l'enseigne du "compromis historique" et de la "solidarité nationale". Le PCI est vu comme la force sur laquelle il faut "faire pression" pour que le mouvement ouvrier exerce sa puissance en faveur des masses. Et cela vaut aussi lorsque cette pression s'exerce les armes à la main, pour empêcher le compromis entre PCI et Démocratie Chrétienne, au profit d'une "rupture historique".

A ce cours social et politique (des "réformes de structure" ou "nouveau modèle de développement", à la "nouvelle qualité de la vie") entièrement réformiste, se rattachent les diverses trajectoires qui ont caractérisé les groupes et partis "extra-parlementaires".

Bien qu'ils soient tous fils du réformisme national-communiste, quelques uns emprunteront une voie diverse des autres. Les institutions et le Parlement en particulier attireront une bonne partie des contestataires type 68; d'autres plus cohérents à leur façon, dans leur revendication de participer à la distribution de la richesse sociale, et "déterminés" à l'obtenir "par tous les moyens, même les plus violents" consacreront leur énergie à élaborer non des programmes politiques, non des théories générales, mais des **techniques d'intervention, des tactiques militaires, des actions exemplaires** qui devaient permettre l'accélération du "mouvement révolutionnaire", servir de stimulus à une classe ouvrière déjà prête à "faire la révolution" mais encore hésitante à "oser faire les premiers pas décisifs" après lesquels tout "retour en arrière" aurait été impossible.

L'illusion que les mouvements "de masse" des années 60-70 ont créé chez les théoriciens de la rébellion sociale, a un sens bien précis: le mythe de la démocratie "révolutionnaire" du peuple souverain; c'est-à-dire le mythe selon lequel les besoins élémentaires immédiats de la grande majorité de la population, et de la classe ouvrière en particulier si l'on veut suffirent à produire, à un certain point, un niveau de "conscience révolutionnaire" qui permet de distinguer spontanément la juste "direction révolutionnaire" grâce aux cibles que frappe cette "direction".

Les masses sont "déjà en mouvement" dans une orientation objectivement correc-

te, mais avec trop de lenteur; il leur faut une organisation, une avant-garde qui leur "démontre" que "l'ennemi" n'est pas invincible, qu'il est plus faible que ce qu'il semble, que ses contradictions sont plus grandes que celles des masses populaires, qu'enfin il est possible de le frapper jusque dans ses couches les plus élevées et dans ses forteresses les mieux protégées. La **guerrilla urbaine**, les formations armées, les "colonnes militaires" deviennent l'axe autour duquel "se décide le sort de la guerre" dans les métropoles occidentales.

Les **formes de lutte** prennent ainsi le premier rôle, dans ces conceptions, par rapport aux **contenus** et aux **objectifs**. L'analyse de la situation, des forces sur le terrain et des rapports de force entre les classes, des "progrès de la conscience des masses" (comme disait Lénine), est simplement plaquée sur la vision de la situation qui correspond à l'idée que se font les spontanés ou les immédiatistes de leurs besoins, de leurs exigences et du milieu dans lequel ils vivent.

D'abord on lutte, on accumule des expériences, des formes de lutte se généralisent; puis on se donne une théorie, un programme. Cette orientation, qui est du **spontanéisme**, a caractérisé aussi la formation armée italienne par excellence, les Brigades Rouges qui se définissent "parti armé du prolétariat". Ce sont eux-mêmes qui le disent. En 1971, un an après leur naissance, les BR ont publié un document théorique où ils expliquaient leurs orientations politiques (4).

Analyse de la situation: "Un affrontement décisif a commencé, dans lequel se jouent, d'un côté, c'est-à-dire de la part de la bourgeoisie, la possibilité d'un nouvel équilibre politique et économique, de l'autre, c'est-à-dire de la part des travailleurs, la perspective d'un renversement des rapports de production."

Du côté bourgeois il y avait donc "une voie obligée: rétablir le contrôle de la situation par l'intermédiaire d'une organisation toujours plus despotique du pouvoir"; et comme le gouvernement de centre-gauche n'a pas empêché l'instabilité sociale, la bourgeoisie "a dû réorganiser à "droite" tout son appareil de pouvoir."

Du côté prolétarien, les grèves, les manifestations de rue, les occupations de maison, "les expropriations" mettent la bourgeoisie face "à l'initiative de la classe ouvrière qui a refusé le réformisme comme projet de stabilisation sociale, en mettant à l'ordre du jour la fin de l'exploitation."

Désormais "la voie de la révolution communiste" est indiquée. De plus la confuse mixture que les BR font passer pour la voie révolutionnaire tire ses origines, comme il est écrit dans "Nouvelle Résistance" d'avril 71 "dans les luttes pour les contrats et les réformes de 69 et 70, dans l'offensive patronale et fasciste en cours"; c'est de là qu'est "née la rébellion ouvrière contre le patron et contre l'Etat des patrons, qu'est née la rébellion contre l'impérialisme étranger, qu'est née la rébellion des populations et des classes laborieuses du Sud. Les Brigades Rouges sont nées." Cette rébellion marque le passage "à l'offensive, déchaînant la guerre de partisans révolutionnaire."

Les théoriciens des BR voient le déchaînement de l'offensive, de la guerre révolutionnaire dans une situation où le prolétariat manque totalement d'organisations de classe solides, expérimentées et influentes, où fait défaut un parti de classe un tant soit peu puissant, dans une situation générale - et pas seulement italienne - où les pouvoirs de la bourgeoisie et la force de l'opportunisme ne sont pas du tout au bout du rouleau comme le prétendent les communiqués des BR, où les capitalistes maintiennent un contrôle total sur la production et la société et où enfin le réformisme ouvrier a encore beaucoup de cartes à jouer en dépit de l'usure des mythes du bien-être et du progrès pacifique et régulier. Cécité historique, et donc politique, à la énième puissance!

#### LA TACTIQUE TERRORISTE N'EXCITE PAS MAIS PARALYSE LE MOUVEMENT OUVRIER

Dans l'introduction de leur document cité plus haut, les BR affirment dans l'introduction que ce document sort avec retard, parce qu'avant, il aurait été "prématuré et inopportun":

"Le processus de transformation des avant-gardes politico-armées est en effet à ses débuts et il ne s'agit pas d'en anticiper la théorie. Du reste, nous sommes comme beaucoup d'autres, désormais dégoûtés des interminables énonciations de principe, ou des sensationnelles révélations "théoriques", immanquablement flanquées d'amères démonstrations d'opportunisme pratique. **Laissons ainsi à la pratique le privilège d'établir son propre primat, cer-**

**tains que par cette voie pourra se réaliser l'unité des forces révolutionnaires, l'organisation prolétarienne armée, et se mettre toujours mieux au point la théorie de notre révolution.**"

Le primat à la praxis, qui fera surgir peu à peu "la théorie de notre révolution"; une révolution qui n'a besoin que d'une organisation, un parti armé capable de "faire face aux niveaux d'affrontement que la bourgeoisie impose au mouvement de classe"; un parti armé "capable de réaliser deux conditions fondamentales: 1) se mesurer avec le pouvoir à tous les niveaux (libérer les détenus politiques, exécuter des condamnations à mort contre les policiers assassins, exproprier les capitalistes, etc., et naturellement démontrer de pouvoir survivre à ces niveaux d'affrontement; 2) faire naître un pouvoir alternatif dans les usines et dans les quartiers populaires."

Nous sommes là en présence d'un mélange entre une espèce de blanquisme guérillériste et une théorie de la révolution par étapes (par quartiers et par usines) dans laquelle l'ouvrier en tant que tel a déjà la possibilité de renverser les rapports de production.

La conception de la dictature prolétarienne, de la transformation politique et surtout économique après la prise du pouvoir centrale est absente, de même que celle de l'exercice de la dictature par un parti de classe qui possède une théorie et un programme avant la révolution et non pas après. A la place ce sont les concepts rien moins que neufs de la "guerrilla urbaine", de la lutte armée qui suscite la conscience, de la prise du pouvoir dans une seule usine, dans un seul quartier dans un seul bâtiment. Ce sont les conceptions du "communisme grossier" abattues définitivement depuis plus d'un siècle par le marxisme, mais qui renaissent toujours quand apparaissent des tendances en réaction aux déclarations de principe flanquées d'opportunisme, en réaction à la collaboration de classes, sans pour autant avoir encore trouvé d'orientation politique correcte.

Par delà les professions de foi marxistes (ou "marxistes-léninistes", comme c'était la mode à l'époque), les BR faisaient dépendre le sort du mouvement ouvrier d'une forme de lutte particulière, l'action armée, le terrorisme individuel. Et ce primitivisme les plaçait complètement en dehors du marxisme. Et n'y changeait rien ni le tant proclamé "processus de transformation des avant-gardes politiques de classe en avant-gardes politiques armées", ni leur volonté de ne pas être coupé de la classe ouvrière, d'être non seulement "à l'intérieur", mais aussi la conscience "la plus haute" de la classe.

Ils sont restés irrémédiablement "à l'intérieur" du réformisme, même si c'était un réformisme armé.

Leur évolution ultérieure, avec la tactique "d'élever le tir" toujours plus haut et la prétention d'être en même temps "légitimés" par l'Etat et le mouvement ouvrier les a mis de façon encore plus nette dans la situation à présent critiquée par Lénine ou Luxembourg: un duel entre terroristes et Etat bourgeois, qui n'aide en rien la lutte de classe.

Dans son article "Terreur", Luxembourg écrit:

"La terreur en tant que système, comme méthode de lutte pratiquée par de simples individus du centre révolutionnaire, contre d'autres individus, responsables du régime absolutiste, fût par sa nature conçue en opposition à la lutte de masse de la classe ouvrière, que les terroristes soient ou non conscients de cela, qu'ils l'admettent ou qu'ils veuillent se persuader du contraire."

( Remplacez "centre révolutionnaire" par "BR", "régime absolutiste" par "régime bourgeois despotique" ou "pouvoir des multinationales" et le texte s'applique parfaitement à aujourd'hui )

"De ce point de vue, et pour ces motifs de fond, la tactique terroriste a toujours été combattue par la social-démocratie (terme qu'on traduirait aujourd'hui: le communisme révolutionnaire-NDLR): mais elle a toujours été attaquée, surtout ces dernières années (nous sommes en 1905-NDLR) parce que la **satisfaction morale produite par chaque attentat était si forte qu'elle agissait sur le mouvement ouvrier dans le sens de le calmer, de presque le paralyser, au lieu de le secouer.**"

On voit ce qu'il en était, en matière d'impulsion ou de conscience la plus haute du mouvement ouvrier!

Luxembourg, qu'on ne peut soupçonner de tendresse pour la bourgeoisie ou d'opportunisme, continue:

"Alors que les méthodes efficaces de représailles des terroristes favorisaient, surtout parmi les éléments les moins clairs et les moins solides du mouvement révolutionnaire, de vagues attentes et de vagues espérances sur les actions extraordinaires de l'invisible main "vengeresse", elles affaiblissaient la conscience de la nécessité absolue et de la signification

absolument décisive du mouvement populaire et de la révolution prolétarienne de masse."

Notons que la reconnaissance par Luxembourg de l'efficacité technique, militaire de l'action terroriste ne modifie en rien la critique de cette action. La pointilleuse différence que les BR ont toujours faite entre "terrorisme" et "lutte armée" n'est pas valable, parce qu'en donnant le primat à la pratique, à la forme de lutte, ils donnaient le primat au terrorisme, c'est-à-dire à un système de lutte bien déterminé, exclusif et contraire à tout autre type de lutte.

Il faut dire qu'à la différence d'autres éléments liés à la "théorie des besoins" et à sa réappropriation spontanée, directe et violente des richesses extorquées par la patronat aux prolétaires, les BR ont dès le départ conçu la formation du parti armé comme le résultat d'une période "de longue durée", comme un besoin qui ne pouvait être satisfait immédiatement, mais à travers ce processus de transformation des avant-gardes politiques de classe en avant-gardes politiques armées".

En 1975, peu de mois après son arrestation, leur leader Curcio affirmait dans une interview:

"La guerrilla est désormais une donnée objective de la situation politique européenne et italienne, un besoin politique des avant-gardes prolétaires; son développement peut être retardé, mais pas empêché" (6).

L'objectif n'est donc pas tant la classe ouvrière dans son ensemble, le mouvement de masse du prolétariat, que les avant-gardes politiques, et parmi celles-ci, celles qui sont sensibles à la "stratégie de la lutte armée". Comme la situation est "révolutionnaire", il est logique que la ligne de démarcation soit l'attitude par rapport à la lutte armée plutôt que par rapport à la réorganisation classiste pour la lutte immédiate ou par rapport au programme communiste général.

Dans son article, Luxembourg écrit: "Le véritable mouvement terroriste, qui professe et pratique la terreur comme moyen systématique de la lutte politique, en Russie, est historiquement produit par le pessimisme, par le manque de confiance dans les possibilités d'un mouvement politique de masse et d'une réelle révolution populaire."

L'optimisme affiché dans les analyses brigadistes sur la capacité révolutionnaire du prolétariat, la force apparente relevée par les BR dans les mouvements pour les réformes de 69-70 ont été en fait un alibi à un pessimisme réel vis-à-vis du prolétariat, à un manque de confiance réel dans la possibilité, non immédiate, d'un mouvement politique de masse classiste.

#### CHOIX OU CONSEQUENCES INEVITABLES

Les désillusions engendrées par l'échec des prévisions ( l'offensive s'est réduite à un duel avec l'Etat, la "guerre révolutionnaire de partisans" n'a jamais eu lieu, la prise du pouvoir encore moins ) et l'échec de l'action militaire ne pouvait pas ne pas provoquer parmi les éléments qui avaient fait le "choix des armes", un phénomène virulent de dégénérescence, dont le vaste phénomène de la "dissociation" et surtout du "repentir" et de la collaboration avec la police sont les conséquences les plus destructrices.

Peu nombreux sont ceux qui, après le "choix des armes", ont "choisi" d'abandonner les armes sans se faire broyer par la pression et par les méthodes de la démocratie et du réformisme le plus plat; et ce sont sans doute ceux qui ont parlé le moins, ou n'ont pas parlé du tout, dans tous les sens du terme.

L'état d'urgence est né et s'est alimenté par la persistance des actions terroristes, mais aussi à cause d'un besoin politique de la bourgeoisie de menacer quoiconque dans les rangs prolétaires songerait à réagir par la violence. Les prisons spéciales et la prolifération de lois spéciales n'ont pas empêché l'application même aux "terroristes sanguinaires" des lois du marché: tout a un prix, l'information et la délation y compris.

Même la "bataille pour la liberté" actuelle, lancée par Curcio et reprise par tous les "chefs historiques" des BR répond à la même logique, quelle que soit la volonté de ses auteurs; La logique du **donnant donnant**: je te donne une motivation qui peut s'appliquer à l'intérieur des BR, et pas honteusement délatrice, pour décréter la fin de la lutte armée, une motivation qui puisse toucher les terroristes incarcérés, en fuite ou en exil, et en échange tu me donnes la liberté, c'est-à-dire une réduction de peine.

(Suite en page 8)



# Correspondance

## Communistes et terroristes

Nos positions de dénonciation des campagnes politico-policières d'intimidation régulièrement entreprises par l'Etat bourgeois - et relayées par toutes les forces de l'opportunisme politique et syndical - à l'occasion de tel ou tel épisode "terroriste" ou lors de procès à grand spectacle nous ont valu une lettre d'injures indignées de la part d'une organisation qui nous était encore inconnue, le "Collectif de défense du communisme".

Nous n'accordons en soi aucun intérêt à ce genre de littérature, qui emprunte largement à l'arsenal d'insultes utilisées par le stalinisme contre les révolutionnaires ("chiens errants", "rats puants", "rats de bibliothèque", "chiens de garde de la classe ouvrière" -?, etc. Il ne manque guère que "vipère lubrique"...). Cependant ce texte en prétendant se retrancher derrière la "Gauche" et le "programme communiste", en voulant invoquer contre nous les ombres "d'Ottorino" et "d'Amadeo" (censés se retourner dans leur tombe en nous lisant), nous oblige à une mise au point, d'autant plus que son orientation est partagée par nombre de "bordiguistes" de la phrase, qui spéculent sur l'ignorance des positions de la Gauche communiste dite "d'Italie".

Il ne suffit pas en effet d'appeler les militants communistes par leur petit nom pour être familiarisé avec leur doctrine. Ce n'est que dans le parti révolutionnaire que peut se mener le "dialogue avec les morts" (et avec ceux qui ne sont pas encore nés), c'est-à-dire que le travail, les efforts, les combats des générations passées peut servir de guide à l'orientation de l'activité actuelle tendue vers l'objectif de la société communiste de demain. Cela n'a rien à voir avec le spiritisme charlatanesque ou l'activité de pilliers de tombes des confusionnistes qui camouflent leurs positions propres derrière un bout de Bordiga ou un fragment de Marx.

La Gauche communiste vivante était, est et sera aux antipodes du social-pacifisme petit-bourgeois si répandu aujourd'hui parmi les intellectuels "ultra-gauches".

La violence ? Ils sont d'accord, en théorie, demain, à condition qu'elle soit de masse, clairement de classe, sans bavures ni excès, guidée par le programme, pure, propre, bref abstraite et désincarnée.

Ont-ils jamais vu une révolution, ces Messieurs ?

"Bien loin de s'opposer aux prétendus excès, aux exemples de vengeance populaire contre des individus hais ou contre des édifices publics auxquels ne se rattachent que des souvenirs odieux, il convient non seulement de tolérer ces exemples, mais encore d'en prendre soi-même la direction en main" écrivait Marx dans son "Adresse du Conseil central de la ligue" (1850).

Mais, nous accusent nos critiques, vous appelez à la "solidarité de classe" avec des militants qui, comme ceux d'Action Directe, ne sont pas des communistes, ne reconnaissent pas le programme de la Gauche, et qui sont donc "des agents de la bourgeoisie". (Nous n'inventons rien, c'est textuellement leur raisonnement).

D'un côté les communistes et leur programme, de l'autre les agents de la bourgeoisie, voilà leur analyse. Ont-ils jamais vu la lutte des classes, ces Messieurs ?

Selon notre méthode, nous laisserons la "Fraction de gauche", dont Ottorino Perrone fut un des principaux animateurs dans l'émigration, leur répondre, sur la ligne invariante du marxisme authentique.

Après l'incendie du Reichstag (le Parlement allemand) la Fraction fut le seul groupe à se solidariser (oui Messieurs à se solidariser) avec l'incendiaire, l'anarchiste hollandais Van der Lubbe (un "héros de la violence individuelle petite-bourgeoise", pour reprendre le vocabulaire du CDC). Citons quelques extraits du magnifique article paru dans "Bilan" n°3, "Van der Lubbe. Les fascistes exécutent. Socialistes et centristes applaudissent":

"La montée du fascisme en Italie, l'instauration et le renforcement de la dictature des chemises noires, se sont heurtés à une série d'attentats et d'actes terroristes. (...) A aucun moment il ne fut question, de la part des communistes, de considérer qu'il s'agissait là d'actes de provocation. (...) Les communistes n'ont jamais participé à ces concerts unanimes contre les attentats et à chaque occasion ils brisèrent le chœur des lamentations hypocrites et des disculpations peureuses pour en arriver, dans certaines circonstances, à ne pas revendiquer leur opposition de principe aux actes terroristes. Car cela pouvait faire le jeu de l'ennemi qui exploitait ces événements pour extirper du cerveau de la classe ouvrière, l'idée de la nécessité de la violence. Mais alors le centrisme n'était pas à la direction des partis communistes et, au point de vue de la doctrine, la divergence avec les anarchistes se plaçait nettement sur le ter-

rain de la nécessité de la préparation de l'insurrection, sur la base des mouvements de classe, contre leur thèse de la révolution pouvant résulter d'une multiplication des gestes individuels. De plus, cette divergence se manifestait clairement au travers de la compréhension que les communistes avaient de la lutte ouvrière. Cette dernière ne se déroule pas suivant le schéma militaire d'armées contrôlées et disciplinées se mouvant en réflexion des mouvements de classe.

De ce fait les communistes passaient ouvertement à l'explication des actes terroristes et des attentats et s'efforçaient de les encadrer dans le processus de la lutte révolutionnaire du prolétariat."

Cette orientation, en cohérence totale avec l'indication de Marx citée plus haut, est également illustrée dans le même n° de "Bilan" par la reproduction d'un appel du PC d'Italie aux prolétaires de Milan après un attentat anarchiste contre un théâtre pour qu'ils refusent de participer aux dénonciations, manifestations, etc., contre cet attentat, pour qu'ils refusent de s'intégrer dans un front anti-terroriste qui ne pouvait que profiter à la bourgeoisie.

L'article de "Bilan" continue: "Lénine disait que Plékhanov n'avait rien compris de la politique communiste envers les anarchistes: sa lutte contre eux en arrivait à suffoquer l'esprit de combat et de sacrifice de ces militants au lieu de la discipliner et la coordonner dans l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Pas mal de militants actuels, membres des différents groupes oppositionnels, orthodoxes ou hétérodoxes, feraient bien de relire ces pages de Lénine, et de ne pas se hâter dans leurs graves et solennelles sentences sur "l'idiotie" de tel ou tel geste (où ils rejoignent le réformisme), dans l'analyse, le jugement des événements d'Espagne, quant aux "responsabilités" des anarchistes faisant le jeu de la réaction monarchiste."

La position communiste n'est pas une quelconque variante extrémiste de la pensée libérale ou démocratique qui tolérerait ou excuserait la violence terroriste parce qu'il s'agit de lutter contre le fascisme; en Espagne à ce moment, c'est une république démocratique qui réprime les anarchistes insurgés lors des "événements" auxquels fait allusion "Bilan".

"L'incendie du Reichstag nous permet de saisir sur le vif la dénaturation de la position communiste au sujet des actes individuels de terrorisme. Au fond, l'on renonce à considérer que les situations dépendent des contradictions de classes et du plan de l'ennemi pour étrangler - à travers l'instauration du fascisme - toutes les organisations de classe du prolétariat, ou pour corrompre jusqu'à la moëlle les organismes ouvriers, à l'aide d'une direction social-démocrate ou centriste qui les fera servir aux buts de la conservation du capitalisme."

(Rappelons que le terme "centrisme" désignait à l'époque le courant stalinien)

"(...) selon le socialiste et le centriste, en présence de la déconfiture des travailleurs contre qui se déchaîne l'attaque du capitalisme, le prolétariat n'a qu'une seule voie de salut: s'associer à cette répugnante mise en scène, repousser toute compromission avec l'incendiaire et affirmer bien haut que l'incendie du Reichstag est bien le fait de provocateurs qui veulent favoriser le plan des fascistes; mieux, qui sont nécessaires à cette bande d'assassins fascistes, de "repris de justice" qui sont venus au pouvoir au mépris de toutes les lois de la société démocratique du capitalisme."

Le sort de la classe ouvrière à la merci d'un commissaire de police qui, sous l'instigation de Hitler et de Goering, prépare et réalise le grand coup de l'incendie du Reichstag et a besoin de cela pour modifier de fond en comble la situation du prolétariat. Voilà comment a été considérée, dès le début, l'incendie du 27 février 1933."

"Bilan" démolit la funeste théorie de la "provocation", toujours défendue par les réformistes et les pacifistes, selon laquelle tout acte de violence "minoritaire", "incontrôlé", est le fait d'agents de la bourgeoisie qui veulent entraîner le prolétariat dans un "piège". Certes, la bourgeoisie a aussi recours à des "provocations"; mais les pires ennemis de la classe ouvrière sont encore ceux qui présentent les épisodes de violence minoritaire, inévitables dans le cours de la lutte de classe, non comme des éléments à encadrer dans la lutte révolutionnaire générale pour la renforcer, mais comme des manifestations de l'ennemi de classe, qu'il faut repousser, dénoncer et combattre. Ce faisant ils cherchent à détourner le prolétariat de l'usage de la violence, à lui faire respecter l'ordre bourgeois et ses institutions démocratiques. C'est ainsi qu'en 1933 socialistes, stalinien et démocrates engagèrent une grande campagne (avec un "contre-procès" à Londres) pour défendre le dirigeant communiste Dimitrov accusé par les fascistes d'avoir trempé

dans l'attentat. L'orientation de cette défense consistait à accuser les fascistes de ne pas respecter la légalité bourgeoise et d'avoir organisé eux-mêmes l'incendie. Dimitrov demanda même lors du procès la tête du "provocateur" Van der Lubbe.

Cette défense fut un succès: Dimitrov fut acquitté et Van der Lubbe exécuté. Le tribunal fasciste acquitta Dimitrov non pas tant en raison de l'absence de preuves matérielles de l'implication du PC allemand dans l'incendie, que parce que le dirigeant stalinien fit la démonstration politique que le PCA rejetait le recours à la violence contre l'ordre bourgeois et qu'il refusait d'affronter le fascisme sur le terrain de la force, sur le terrain de l'organisation et du développement de la lutte révolutionnaire de classe. C'est dire que ce "succès" ne fut possible qu'en raison de la défaite de la classe ouvrière politiquement désarmée face au fascisme par les organisations staliniennes et social-démocrates. La tragédie de Van der Lubbe était au fond celle du prolétariat.

"Van der Lubbe s'est trouvé seul contre un monde d'ennemis. (...) Une tragédie d'une telle ampleur doit avoir fini par anéantir, bien avant que le bourreau n'arrive, la vie de Van der Lubbe. Son silence n'a été que le sacrifice même de sa vie morale dans une situation où, en face d'un monde d'ennemis, la vie de ses co-inculpés ne pouvait dépendre que d'une attitude d'atonie, d'insensibilité, qui devaient se conclure par sa déclaration disant qu'il savait qu'il exposait sa vie en incendiant le Reichstag et qu'il n'attendait que la mort, c'est-à-dire qu'il ne demandait que la fin du procès.

Maintenant que l'ennemi a pu avoir sa tête, il ne reste que des groupes prolétaires insignifiants pour défendre sa mémoire. Demain, lorsque le prolétariat pourra reconstruire son parti, au feu des batailles révolutionnaires, juges, contre-juges, socialistes et centristes auront leur compte: le régime qu'ils ont défendu s'écroulera sous les coups de la classe ouvrière qui reconstruira un des siens dans le "provocateur" Van der Lubbe et le vengera dans la bataille insurrectionnelle pour l'instauration de la dictature du prolétariat."

Plus de 50 ans ont passé depuis que ces lignes ont été écrites; les situations ont changé. Mais la position de principe des communistes n'a pas varié. Ils savent que la destruction ou le passage à l'ennemi des organisations de classe ne peut empêcher les actes de violence de la part de groupes de prolétaires, mais qu'elle favorise l'apparition de mouvements de type "terroriste". Aujourd'hui comme hier, les communistes y répondent en luttant d'abord contre le front uni anti-terroriste qui rassemble dans les faits bourgeois, réformistes et prétendus révolutionnaires et en faisant ensuite la critique des orientations fausses et même désastreuses de ces mouvements que nous avons caractérisé de "réformistes armés" d'après leurs orientations politiques et programmatiques. Et cette critique, nous essayons de la mener, non "à la Plékhanov", mais à la Lénine, ou, pour reprendre encore une fois une citation de "Bilan", en expliquant ces actes et en essayant de les encadrer dans le problème de la lutte générale de la classe ouvrière.

Que cela nous vaille des insultes fait partie de l'ordre des choses. Ce n'est pas d'hier que les marxistes ont été "accusés de pratiquer le culte de la violence, de l'élever du rang de moyen à celui de fin, de la revendiquer, par sadisme, même là où l'on pouvait s'en passer" (nos correspondants nous accusent de "prendre notre pied" devant des jambonnets qui nous "font plaisir...c'est tout ce qui vous intéresse depuis une dizaine d'années"); mais, continue notre texte "Force violence et dictature dans la lutte de classe", "les événements historiques furent si éloquentes qu'ils dévoilèrent vite le véritable contenu de cette polémique, qui n'était pas tellement une mystique de la non-violence qu'une apologie de l'ordre bourgeois".

Les événements de l'avenir montreront sans aucun doute que la polémique actuelle a le même contenu.

## OU VONT LES BR ?

(suite de la page 7)

C'est le retour de la logique de la "légitimation", dans le sens que ces chefs d'une ex-organisation armée (ils ne reconnaissent plus les actuelles BR comme la continuation des anciennes) proposent un échange entre égaux, entre l'Etat et l'ex-parti armé dont les chefs peuvent encore aujourd'hui être utiles à la pacification.

Il ne s'agit pas de faire une critique morale de tous ces chefs qui jugent erroné de "continuer aujourd'hui la lutte armée". Nous faisons une critique politique qui établit que dès le début, dès leur fondation, les BR ne se situaient pas sur la voie de la révolution prolétarienne et de sa préparation, mais sur celle d'un extrémisme réformiste et pour cette raison nuisible à la reprise de la lutte de classe. Et les Curcio, les Moretti et autres, n'ont absolument pas la possibilité de tirer un bilan historique de l'expérience BR-parti armé parce que leur méthode d'analyse, leurs critères d'évaluation restent tout à fait étrangers au marxisme.

Si la classe dirigeante décide un jour de libérer les Curcio, Moretti ou autres, elle le fera non seulement pour tirer un avantage politique de cet acte de "générosité" (qui passera pour un acte d'extrême intelligence politique à long terme et de pure démocratie), mais parce qu'elle pourra s'en servir pour détourner, désorganiser, freiner la reconstitution classiste des détachements les plus combattifs du prolétariat.

Tant que ces éléments resteront prisonniers de l'idéologie de la résistance, démocratique en dernière analyse, ils ne pourront sortir du camp réformiste. Ils n'en sont pas sortis hier le pistolet à la main, "au service du peuple", ils n'en sortiront pas demain, avec des livres sur leur histoire personnelle.

(A suivre)

(1) cf "Le terrorisme et le chemin tourmenté de la reprise générale de la lutte de classe", Programme Communiste n° ainsi que notre brochure "Terrorisme et lutte de classe".

(2) Cf Lénine, "La guerre de partisans", 1906, O.C. tome XI

(4) cf "Brigate Rosse, Che cosa hanno fatto, che cosa hanno detto, che cosa se ne è detto", Feltrinelli ed., 1976.

(3) "Manuscrits economico-philosophiques de 1844", Ed. Sociales

(5) cet article date de février 1905.

(6) cf "Espresso" n° 1/1975

### il comunista

organo del partito comunista internazionale

<p><b>Riabilitazioni democratiche</b></p> <p>La lotta di classe nel movimento operaio italiano</p> <p>Dalla Francia mitterrandiana</p>	<p><b>E la Fiat detta ancora legge...</b></p> <p>NELL'INTERNO</p> <p>DOVE VANNO LE BR?</p>	<p>IL COMUNISTA</p> <p>Sommaire du no 13, juillet 1988</p> <p>Riabilitazioni democratiche/E la Fiat detta ancora legge/Dove vanno le BR/Dalla Francia mitterrandiana/Yugoslavia/Il vangelo antimperialista di papa Wojtyla/Auschwitz, il grande alibi della democrazia/Antimilitarismo di classe e guerra/Messico e morte/Geronimo Pratt/Cina/Milagro, Milagro!/L'acqua e la sua memoria.</p>
--	--	---

## CHADLI - ARAFAT: UNION SANGLANTE CONTRE LES PROLETAIRES EN LUTTE

Les tragiques événements d'Algérie ont démasqué le soit-disant "socialisme" algérien et démontré que l'Etat algérien est bourgeois et capitaliste et que face à la révolte des masses exploitées, sa seule réponse c'est le feu de l'armée et la souffrance de la torture. Mais ils ont aussi mis en évidence les liens indissolubles de toute la bourgeoisie arabe face au danger que représente les masses prolétariennes en lutte.

"El Pais" du 9 octobre, fait état de l'inquiétude, lors des émeutes, de tous les Etats arabes, qui craignent comme la peste la contagion du mouvement dans leurs propres frontières et la formation d'une vague sociale déferlant sur toute la région maghrébine et moyen-orientale.

Une telle vague ne mettrait pas seulement en danger les bourgeoisies arabes mais aussi la bourgeoisie palestinienne. Parce que l'OLP prendrait fait et cause pour le rétablissement de l'ordre, elle se démasquerait définitivement. Dans le préliminaire d'Algérie, l'OLP a déjà choisi son camp, même si elle ne le crie pas sur les toits: c'est celui de Chadli.

C'est pourquoi "El Pais" rapporte que selon l'agence de presse palestinienne Wafa, Chadli a dû tranquiliser Arafat et lui assurer que la situation était contrôlée!

Les faits et encore les faits démontrent aux masses laborieuses et aux prolétaires ce que sont leurs "vrais amis"!



# REHABILITATIONS DEMOCRATIQUES EN URSS

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas selon leur libre volonté, dans les conditions choisies par eux, mais sous l'impulsion immédiate de faits antérieurs et inéluctablement déterminés par les événements passés.

La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément alors qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté.

Karl Marx, "Le 18 Brumaire"

## APRES LES "PURGES STALINIENNES" DE L'ERE PRIMITIVE DU CAPITALISME EN RUSSIE, LES LAVAGES D'ESTOMAC DE GORBATCHEV MARQUENT L'ERE DE LA DEMOCRATISATION BOURGEOISE

Gorbatchev, pas plus qu'avant lui Kroutchev et Staline, ne peut échapper au déterminisme matériel et historique des "libres choix" que font les hommes.

L'avènement de la *perestroïka* et de son inséparable garniture de *glasnost* répond à un besoin objectif irrépressible de la société capitaliste russe: le besoin de dépasser les rigidités des plans quinquennaux staliniens et post-staliniens et de se débarrasser des rigidités idéologiques qui les accompagnaient et qui justifiaient l'exploitation effrénée de millions de prolétaires et l'écrasement de millions de paysans.

Le capitalisme s'est développé en Russie jusqu'au point où il réclame avec urgence l'adaptation administrative et politique de l'appareil productif et étatique, de façon qu'il puisse courir toutes ses chances vis-à-vis du marché mondial dont il dépend toujours plus. Et la force d'inertie de toute la période précédente "héroïque" de l'accumulation capitaliste est telle que Gorbatchev ne peut se contenter de se référer à Kroutchev, au XX<sup>ème</sup> congrès - celui de la dite "déstalinisation" et des premières "réhabilitations" en masse. Gorbatchev a besoin d'une référence immaculée, incontestée aujourd'hui encore en Russie: voilà la raison de son "retour" à Lénine!

La "staliniisation" a été l'expression, au plan politique, de la victoire de la contre-révolution bourgeoise mondiale sur le pouvoir révolutionnaire bolchévique, et, au plan économique, du développement inexorable du mode de production capitaliste dans toute la Russie où était encore forte la présence de formes productives pré-capitalistes.

Notre courant a démontré amplement et et non depuis peu (mais depuis 1926 par la voix de la Gauche communiste et en particulier d'Amadeo Bordiga) que le cours économique en Russie devait passer par le capitalisme. Il n'inventait rien, mais se contentait d'appliquer correctement la théorie marxiste; et avec Lénine il soutenait que ce développement devait être contrôlé par le pouvoir révolutionnaire en attendant la victoire de la révolution européenne et de l'apport direct et décisif des grandes ressources économiques et techniques créées par le capitalisme avancé.

L'absence de victoire révolutionnaire en Europe fut un des éléments fondamentaux à la base du processus de dégénérescence du pouvoir bolchévique, du pouvoir révolutionnaire en URSS, donc du parti communiste et de l'Internationale Communiste qui tiraient leur force de ce pouvoir.

Le cours politique révolutionnaire prolétarien fut battu; et il ne fut pas battu par les armées blanches, qui furent au contraire écrasées, mais par l'isolement à l'intérieur des frontières de l'Etat soviétique. Le cours économique aurait pu connaître le saut historique d'une économie largement pré-capitaliste en une économie socialiste, à la seule condition de la victoire de la révolution dans les pays à capitalisme développé; la défaite de la révolution ne laissait d'autre perspective que le développement historiquement inexorable du capitalisme.

Cette défaite imprima au pouvoir politique soviétique une orientation nationaliste et donc bourgeoise qui trouva son expression théorique dans la maudite formule de la "construction du socialisme dans un seul pays", dans la seule Russie. La dégénérescence du formidable parti russe ne trouva alors - nous sommes en 1926 - aucune résistance sérieuse parmi les partis de l'Internationale, mis à part le petit groupe de militants de la Gauche cramponnés au fil du temps qui réussirent à transmettre aux générations suivantes les acquis des dures batailles théoriques et de classe.

Une fois débarrassé du contrôle dictatorial du parti marxiste et de son orientation anti-bourgeoise, le développement capitaliste libéra les forces sociales et politiques correspondant le mieux à ses exigences. Il sera alors défendu, aidé, stimulé par les différentes fractions de la classe bourgeoise et de la petite-bourgeoisie qui cherchaient avant tout en Russie à prendre leur revanche sur le prolétariat et sur le parti révolutionnaire. Le

stalinisme sera la forme de cette revanche, c'est-à-dire cette forme de gouvernement dictatorial historiquement nécessaire au capitalisme russe pour détruire le gouvernement dictatorial du prolétariat. Ce n'est qu'après avoir réglé leurs comptes de classe avec le prolétariat que les différentes fractions bourgeoises se firent la guerre pour faire prévaloir leurs intérêts particuliers: ce furent les oscillations entre l'industrialisation effrénée et la collectivisation forcée et le développement de la petite-bourgeoisie et de la petite propriété paysanne.

La bourgeoisie internationale avait vu concrètement dans le pouvoir bolchévique en Russie le début de sa fin. La défaite de la révolution en Europe lui permit de contre-attaquer et d'abattre la dictature du prolétariat de l'intérieur même du parti qui dirigeait celle-ci.

C'est là tout le secret de sa cannibalesque victoire.

Le développement du capitalisme ne pouvait pas être en Russie linéaire et graduel et il ne l'a d'ailleurs été dans aucun pays. Il dut en outre se camoufler sous des oripeaux "socialistes"; mais sous ce déguisement il réussit à redonner confiance aux forces sociales bourgeoises et petites-bourgeoises et il réussit aussi à attirer une partie du prolétariat épuisé par l'écrasement effort militaire fourni pour sortir vainqueur de la guerre civile.

La dictature du capital en Russie s'imposa sous de trompeuses apparences (qu'elle continue à maintenir) et elle détruisit toutes les forces militantes du communisme qui faisaient obstacle à son chemin, jusqu'à ce que le dernier militant potentiellement capable de constituer un pôle de résistance soit éliminé.

La main meurtrière de Staline réussit même à atteindre en août 40 l'exilé Trotsky, bien qu'il n'y ait plus de danger immédiat pour le pouvoir russe. Mais auparavant, entre 1934 et 1938, dans la période de préparation de la guerre impérialiste, les pelotons d'exécution staliniens déchargèrent leur haine bourgeoise sur toute la vieille garde bolchévique non encore complètement pliée à la dictature du capital, qui rêvait encore de redresser l'orientation d'un pouvoir définitivement contre-révolutionnaire, qui, tout en étant prisonnière de l'illusion de "construire le socialisme", représentait un lien vivant, direct, physique avec la révolution d'Octobre et donc une menace potentielle pour le capitalisme.

Des dizaines de milliers de militants bolchéviques, les uns célèbres, comme Zinoviev et Kamenev qui eurent la force face à l'avancée du stalinisme de défendre la théorie marxiste contre "le socialisme dans un seul pays" et qui furent ensuite pour cette raison fusillés comme "ennemis du peuple", les autres anonymes, tombèrent dans une guerre de classes acharnée. Ils étaient réellement des "ennemis du peuple" parce qu'ils étaient ennemis de la dissolution de la classe ouvrière dans le "peuple", parce qu'ils étaient des ennemis de classe de la bourgeoisie qui présente toujours ses intérêts comme étant ceux du "peuple".

Mais il ne suffit pas à la contre-révolution bourgeoise de massacrer en masse ses ennemis; il lui faut encore les dénigrer, les calomnier, les accuser de pires méfaits, les exposer aux diffamations de ses hommes de main en uniforme ou en civil. La contre-révolution doit faire le vide autour d'eux, elle doit frapper les conjoints, les enfants, les parents, les amis, les compagnons de lutte. Le stalinisme arriva à les rayer du genre humain, à les faire disparaître de l'histoire, à faire comme si un Trotsky n'avait jamais organisé l'insurrection et dirigé l'Armée Rouge, comme si Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Radek, Bela Kun et des milliers d'autres n'avaient jamais été membres du parti bolchévique, de l'Internationale, des partis communistes d'alors.

Cela fait partie du cannibalisme de la contre-révolution, cannibalisme constaté aussi après la Commune de Paris comme après chaque victoire de la bourgeoisie sur la révolution prolétarienne.

Une fois le danger disparu, la contre-révolution peut parler de "paix", de "démocratie", de "bien-être", et promettre la possibilité aux vaincus de vivre et d'être exploités normalement et de mourir dans leur lit.

La "déstalinisation" à la Kroutchev et à la Gorbatchev fait partie du même mécanisme de défense du pouvoir bourgeois, de conservation de la société capitaliste utilisé par Staline. On "tourne la page", on devient "généreux" pour les vaincus; on réhabilite les "traîtres", les "ennemis du peuple" parce que ce qui importe, c'est l'adhésion et la participation de toutes les classes du "peuple". L'expérience historique fournit à la bourgeoisie non seulement l'instrument de la brutalité et de la répression de masse, mais aussi l'instrument du consensus, de la démocratie.

Aujourd'hui la Russie capitaliste développée a besoin de démocratie; elle a besoin que toutes les forces sociales participent au développement du capitalisme de leur propre initiative, non plus seulement sous le fouet des ordres venus d'en haut, mais sous la pression moins apparente et moins brutale - mais plus efficace - des lois du marché "libre".

En continuité donc avec Staline et non avec Lénine, le réformateur Gorbatchev entame le ravalement de la façade de l'appareil d'Etat et du parti pour renforcer le capitalisme russe dans une période qui verra le marché mondial et les contradictions inter-impérialistes mettre à l'ordre du jour l'affrontement militaire entre capitalismes nationaux plus ou moins solidement alliés en blocs rivaux.

Notre texte de parti "Dialogue avec les morts", écrit en 1956 à l'occasion du XX<sup>ème</sup> congrès du PCUS, indique:

On a ravalé "toutes les accusations de trahison lancées contre les bolchéviques anti-staliniens qui furent exterminés au cours des immenses "purges", et à les taxer de pures calomnies. Les assassinés n'en resteront pas moins assassinés. Une pareille erreur "d'historiographie" ne se répète pas par une réhabilitation (nous tenons d'ailleurs au plus haut point à être appelés "traîtres" et "bandits fascistes" par ces gens, tant une réhabilitation de leur part nous ferait horreur!). Son sens historique est la destruction de l'avant-garde ouvrière (ce sont en effet des dizaines de milliers de militants à toute épreuve que la contre-révolution, déjà évidente à l'époque, a sélectionnés et exécutés dans tous les pays). Cela apparaîtra clairement le jour où l'exactitude de la position marxiste de ce puissant mouvement éclatera au yeux de tous, c'est-à-dire le jour où les bourreaux seront contraints de déclarer que la trame économique de la société russe n'est pas socialiste. C'est ce que le moderne Concile de Moscou n'a pas encore avoué, en dépit des manipulations qu'il a fait subir aux anciens dogmes. Mais l'heure viendra."

Le "séisme idéologique" du XX<sup>ème</sup> congrès, comme l'appelait le texte, "ne révèle que des ruines" et il "trouve son explication dans les secousses qui ébranlent les fondements de la société, non seulement en Russie, mais dans le monde entier". Et "c'est à de tout autres forces que revient le soin d'élever des structures politiques nouvelles, et elles le feront avec de tout autres matériaux."

C'est de la même façon qu'il faut expliquer la démocratisation oscillante de Gorbatchev qui, pour s'imposer dans les structures sclérosées de la bureaucratie de l'Etat et du parti, a besoin de démonstrations de "libéralisation", "d'ouverture d'esprit", de "courage idéologique" dans ses tentatives de combler les taches blanches de l'histoire stalinienne de l'Union Soviétique.

Les contre-procès pour "réhabiliter" les calomniés, les assassinés par la contre-révolution, servent aujourd'hui encore à exorciser le véritable danger: celui que les nouvelles générations prolétariennes retrouvent, à travers la lutte anti-capitaliste qui ne pourra être éternellement évitée, un lien direct avec l'Octobre de la révolution socialiste, de la dictature de classe, de l'Internationale communiste, du *red terror doctor* Lénine.

Gorbatchev annonce sa restructuration et en réhabilitant les victimes du stalinisme il ne songe pas le moins du monde à revendiquer la ligne marxiste pour laquelle tant de milliers de bolchéviques ont été massacrés. Sa ligne est celle, bourgeoise, du développement du capitalisme moderne. Pour Gorbatchev, comme pour Staline et pour tous ceux qui l'ont suivi (comme les Togliatti et Thorez), ces militants bolchéviques resteront des "ennemis du peuple", c'est-à-dire pour nous, de véritables communistes révolutionnaires.

L'heure viendra où on devra dire qu'ils étaient des ennemis de la démocratie, des ennemis de la bourgeoisie - et cela quelles que soient leurs erreurs ou leurs illusions. La haine de classe qui a armé les mains des assassins de la contre-révolution n'était pas moindre que la haine de classe qui alimentait la révolution et la dictature prolétariennes. Ce n'est pas un sentiment, c'est l'expression matérielle de l'antagonisme de classe que les communistes revendiquent et acceptent, pour eux comme pour leurs adversaires.

Les "réhabilitations" d'hier, d'aujourd'hui et de demain n'y changeront rien, ne pourront mettre à l'abri de la revanche de la classe ouvrière, de l'autorité de la révolution, de l'impitoyable dictature du prolétariat.

La voie est tracée.

## Réhabilitation de Trotsky ?

Début septembre, la "Pravda" a rompu un tabou qui existait en URSS depuis la victoire de Staline, en parlant de Trotsky en termes presque objectifs. Les interrogations sur une éventuelle "réhabilitation" du chef de l'Armée rouge ont été relancées. Depuis plus d'un an les trotskystes ont engagé une campagne internationale dans ce sens. "Rouge", organe de la LCR, écrivait le 15/9: "il faut une pleine réhabilitation pénale de Trotsky. Que justice soit rendue à sa famille et à ceux qui sont tombés pour "trotskysme". Que toutes ses oeuvres soient publiées et qu'un débat public se tienne dans les médias soviétiques avec notre droit de réponse sur Trotsky, et le troskisme."

Il nous semble utile de publier la lettre que Natalia Sedova Trotsky envoya à la presse au moment des premières réhabilitations kroutchéviennes; elle est l'exemple d'une attitude militante révolutionnaire, diamétralement opposée à l'attitude des groupes trotskystes actuels. Natalia Trotsky avait d'ailleurs rompu avec la IV<sup>ème</sup> internationale après la guerre parce que cette dernière persistait à voir des "Etats ouvriers" dans l'URSS et les pays de l'Est.

"Monsieur le Directeur,  
Dans l'interview faite par M. Michel Gordey et publiée dans France-Soir le lundi 7 novembre, il est dit au second paragraphe: "Elle (c'est-à-dire moi-même) espère, avant de mourir, assister à la réhabilitation par le communisme mondial de celui (Trotsky) qui fut après Lénine, le plus grand révolutionnaire des temps modernes et le père spirituel de Mao Tsé-Toung, le chef communiste chinois."  
Ces paroles ne m'appartiennent nul-

lement; elles ont été introduites par le rédacteur de l'interview. Je me vois donc obligé de préciser ce qui suit:

1. Un grand révolutionnaire comme Léon Trotsky ne peut en aucune manière être le père spirituel de Mao Tsé-Tung, qui a conquis sa position en lutte directe avec l'Opposition de gauche (trotskyste) et l'a consolidé par l'assassinat et la persécution des révolutionnaires, tout comme l'a fait Tchang Kai-Chek. Les pères spirituels de Mao Tsé-Tung et de son parti sont évidemment Staline (qu'il revendique d'ailleurs comme tel) et ses collaborateurs, monsieur Kroutchev inclus.

2. Je considère l'actuel régime chinois, de même que le régime russe ou tout autre bâti sur le modèle de celui-ci, aussi éloigné du marxisme et de la révolution prolétarienne que celui de Franco en Espagne.

3. La terreur policière et les calomnies de Staline n'étaient que l'aspect politique d'une lutte à mort contre la révolution, menée par l'ensemble de la bureaucratie. On ne peut donc attendre le rétablissement de toute vérité que de l'anéantissement de cette bureaucratie par la classe ouvrière qu'elle a réduite à l'esclavage. Je n'espère rien du parti russe ni de ses imitateurs foncièrement anti-communistes. Toute déstalinisation s'avèrera un leurre, si elle ne va pas jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat et la dissolution des institutions policières, politiques et économiques, bases de la contre-révolution qui a établi le capitalisme d'Etat stalinien.

Recevez, monsieur le directeur, mes salutations.  
Paris, 9 novembre 1961.  
Natalia Sedova Trotsky"

# YOUGOSLAVIE NATIONALISME CONTRE LUTTE DE CLASSE !

L'année 1987 avait vu la classe ouvrière yougoslave entrer en lutte pour défendre ses intérêts avec une intensité sans précédent dans le pays. Les statistiques disponibles indiquent 200 000 grévistes et plus de 1300 grèves l'an dernier. Cette vague de grèves avait contraint le pouvoir à faire marche arrière dans sa volonté de réduire de façon draconienne les salaires. "Ce n'est cependant que partie remise - écrivions nous dans "Le Proletaire" n°391 - les centres financiers internationaux jugeront l'équipe au pouvoir à sa capacité à imposer l'austérité qu'ils estiment indispensable. D'autre part la loi prévoit aussi de cesser les subventions aux entreprises déficitaires, ce qui provoquera à partir de début juillet 300 000 licenciements. De nouveaux affrontements entre prolétaires et bourgeois sont donc sur l'agenda yougoslave..."

L'été qui vient de s'écouler a vu effectivement l'éclatement d'une nouvelle vague de grèves: mineurs de Serbie et de Bosnie-Herzégovine, ouvriers du textile de Zvornik, ouvriers de l'usine Zmaj de Belgrade ou ceux des établissements de construction automobile TAM de Maribor...

Particulièrement spectaculaire a été l'action des ouvriers de l'usine Borovo (la 2ème par ordre d'importance de Croatie) à 150 km de Belgrade, usine qui fait partie des nombreuses auxquelles ont été supprimées les subventions. Pour protester contre les bas salaires, 7000 ouvriers de Borovo ont entrepris une marche de protestation jusqu'à Belgrade, où, rejoints par d'autres manifestants, ils ont envahi le Parlement pour crier leur colère. D'autres grèves ont eu lieu, et d'autres manifestations (fin juin 5000 manifestants marchaient sur l'hôtel de ville de Maribor).

La dette extérieure du pays est de 21 milliards de dollars (supérieure à celle de la Pologne); le taux de chômage est officiellement de 17%; les premiers mois de l'année ont vu une chute de 5% de la production industrielle; l'inflation est estimée à 170%, etc. Le plan d'austérité du gou-

vernement ne pouvait manquer d'entraîner la riposte des travailleurs.

"Comment faire adhérer la population à une politique de redressement économique inéluctable, mais qui se traduit concrètement par une chute sensible du niveau de vie ? Tel est le problème épineux auquel est confronté le gouvernement". C'est ainsi que le journal "Le Monde" résumait cyniquement les intentions des "socialistes autogestionnaires" yougoslaves, au début de l'été. Mais devant l'exaspération croissante des travailleurs, le problème a commencé à se transformer en "comment détourner les luttes ouvrières ?".

En juillet la direction du parti communiste de Serbie, la plus importante république du pays, où se trouve la capitale Bel-



GREVISTES DE L'USINE DE NIKSIC

grade, a lancé une grande campagne nationaliste serbe. Dans un premier temps il s'agissait de protester contre les discriminations dont seraient victimes les serbes dans la région du Kosovo, à dominance albanaise. Les nationalistes serbes arguent que le Kosovo était au 14ème siècle (!) le coeur d'un Etat serbe. Après la guerre de 14-18 le Kosovo revint sous contrôle serbe et des colons serbes commencèrent à s'y installer, inaugurant un cycle de violences inter-ethniques. A l'époque de la Yougoslavie autogestionnaire, les particularismes de tout genre n'ont pas disparu, mais ont au contraire trouvé un terreau favorable. Dans les années 60 le nationalisme serbe fut déjà consciemment utilisé dans les rivalités internes à la classe dominante; à l'époque l'Etat central l'emporta sur les ambitions serbes (ce que l'histoire bourgeoise, qui voit tout sous l'angle des individus, enregistrera par: victoire de Tito, expulsion de Rankovitch du parti).

Le Comité de solidarité avec les serbes du Kosovo a organisé ces dernières semaines de très nombreuses manifestations contre la "terreur" albanaise. Cette campagne, qui a pris une tournure raciste, a été activement soutenue par la grande presse et en pratique par les autorités. Elle se donne maintenant comme objectif la suppression de l'autonomie du Kosovo ainsi que des provinces de Voïvodine et du Monténégro et leur intégration totale dans la Serbie. Les nationalistes paraissent réussir à détourner le mécontentement ouvrier vers cette impasse nationaliste.

C'est ainsi que le 5 octobre une manifestation d'ouvriers et de paysans à Novii-Sad a eu un effet boule de neige (1).

Des milliers de manifestants les ont rejoint dans cette capitale de la Voïvodine; la direction de la province a été accusée de trahir "les intérêts du peuple et de la classe ouvrière". Après intervention de milliers de miliciens, les manifestations ont continué et une "grève générale spontanée" a

paralysé la région. 100 000 personnes ont manifesté devant le siège du parti et des "scènes d'émeute" auraient eu lieu. Finalement, sous la pression des instances de la république de Serbie, les dirigeants de la Voïvodine ont collectivement démissionné.

Les nationalistes serbes se sont félicités de ce succès; il n'empêche que les événements de Voïvodine ont présenté un caractère de classe très net. Mais dans les jours qui suivent, les nationalistes sont arrivés à faire passer cet aspect au 2ème plan en déclenchant des manifestations contre la direction du Monténégro. Ils ont pu faire manifester des ouvriers de Titograd au nom des intérêts de la "cause serbe" et leur faire réclamer la démission des dirigeants monténégrins pour trahison des intérêts, non plus de la classe ouvrière, mais de la Serbie.

Il ne faut pas sous-estimer les ravages que peut faire le nationalisme en dressant les travailleurs des différentes républiques les uns contre les autres; c'est encore là un des fruits empoisonnés de la funeste autogestion yougoslave. La classe ouvrière ne pourra réellement les surmonter que lorsque elle aura trouvé la force, sous la pression de la nécessité matérielle de défendre ses conditions de vie, de répondre à l'attaque générale de la classe capitaliste par l'unification de ses luttes, de ses organisations par delà toutes les barrières bourgeoises et sa constitution en parti révolutionnaire de classe.

15/10/1988

(1) D'après le récit du "Monde", 8/10/88.

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:  
Editions Programme, 17, rue René  
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:  
Editions Programme 12 rue du Pont  
1003 LAUSANNE

## Utopie du communisme hongrois

Dans une interview à la presse locale, Mr. Csaba Hamori dirigeant du K.I.S.Z. (l'Organisation des Jeunes Communistes) et membre du Bureau politique du P.C. hongrois a annoncé que le mot "communiste" allait être supprimé et remplacé par "socialiste" dans l'appellation du K.I.S.Z.

En effet, selon lui "le terme communiste n'a pas de base scientifique solide. Il est utopique." Quelques jours plus tard, lors de la session de septembre du Comité central du P.C., Hamori a dû se défendre contre les protestations des traditionnalistes, qui ont tenté de freiner les réformes en cours en Hongrie.

Ce qu'il voulait dire dans son interview, a-t-il expliqué pour se justifier, c'est que "l'idée communiste" est utopique, pas le "mouvement communiste" lui-même.

En d'autres termes, le but communiste, le programme communiste est rejeté comme utopique par ce dirigeant du P.C. hongrois, tandis que le but, l'activité, les réalisations des partis qui s'appellent encore "communistes" ne sont pas remis en cause (sachant qu'ils ne vont pas vers le communisme).

Les traditionnalistes ont eu beau crier au scandale, à la "confusion mentale", c'est la réalité capitaliste de la Hongrie qui donne raison à Hamori. Au début du mois d'octobre le Parlement a approuvé de nouvelles mesures de libéralisation économique: les entreprises privées pourront employer jusqu'à 500 personnes, le public pourra acheter des actions des entreprises hongroises (privées ou d'Etat) à la bourse qui ouvrira au commencement de l'année prochaine, les investisseurs étrangers

pourront acheter des entreprises hongroises. La revue économique américaine qui commente favorablement ces mesures, écrit:

"Le problème de Grosz (secrétaire général du parti - NDLR) est qu'il doit éviter qu'éclatent des grèves en Hongrie, alors qu'il force les entreprises possédées par l'Etat à se restructurer. 40% d'entre elles perdent de l'argent (...). Les dirigeants hongrois comptent sur l'investissement étranger pour accélérer les réformes" (1).

On voit que ce qui est utopique, ce n'est pas l'idée communiste, mais l'idée que le communisme ait la moindre chose en commun avec la société hongroise et le parti qui est à sa tête.

(1) "Business Week International" 10/10/88

## QUE SONT LES DROITS DE L'HOMME ?

Le quarantième anniversaire de la ratification des "Droits de l'homme" n'a pu échapper au bilan des conséquences de cette signature par la plupart des pays: sur le plan de l'amélioration de la situation, des conditions de vie et de lutte de l'humanité opprimée, le bilan est nul. Cela ne provient pas du fait que la déclaration des Droits de l'Homme serait méconnue, comme feignent de la croire les charlatans de la Démocratie.

L'amélioration de la situation des classes exploitées est une question de force, non une question de droit. Le droit bourgeois, même le plus "libéral" et le plus "démocratique" est fondé, comme tout droit, sur l'inégalité sociale et la nécessité de protéger la société édiflée sur cette inégalité. Les communistes se fixent le but de la faire disparaître en détruisant la société de classes et non pas de militer pour une société conforme aux idéaux du droit bourgeois. Dans "La Sainte Famille", Marx a répondu à ceux qui se gargarisent des "Droits de l'homme":

"Les droits de l'homme ne libèrent donc pas l'homme de la religion, mais lui assurent

la liberté de religion; ne le libèrent pas de la propriété, mais lui procurent la liberté de propriété; ne le libèrent pas de la nécessité de gagner sa vie de façon plus ou moins propre, mais lui accordent au contraire la liberté d'entreprise.

On a démontré comment la reconnaissance des droits de l'homme par l'Etat moderne n'a pas une autre signification que la reconnaissance de l'esclavage par l'Etat antique. La base naturelle de l'Etat antique, c'était l'esclavage; celle de l'Etat moderne, c'est la société bourgeoise, l'homme de la société bourgeoise, c'est-à-dire l'homme indépendant, qui n'est rattaché à autrui que par le lien de l'intérêt privé et de la nécessité naturelle, dont il n'a pas conscience, l'esclavage du travail intéressé, de son propre besoin égoïste et du besoin égoïste d'autrui. L'Etat moderne, dont c'est la base naturelle, l'a reconnue comme telle dans la proclamation universelle des droits de l'homme."

Après avoir vaincu le féodalisme et assuré son pouvoir la bourgeoisie a mis au point des constitutions et proclamé des principes et des droits soi-disant éter-

nels; toute l'évolution sociale et politique future devrait se faire dans le cadre qu'ils définissent. Mais le marxisme dévoile le caractère de classe et historiquement transitoire de cette construction politico-juridique: les campagnes pour les "droits de l'homme" qui se mènent aujourd'hui avec l'appui du show-biz, ne sont que des campagnes de soutien à l'ordre bourgeois.

"Les communistes n'ont pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe dominante à abattre. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie ressurgissent et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur de liberté !"

("Dictature prolétarienne et parti de classe", tiré de notre brochure "Parti et classe")

VIENT DE PARAITRE:  
LE NUMERO 90 DE LA REVUE  
THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE  
INTERNATIONAL  
"PROGRAMME COMMUNISTE"

Commande à Ed. Programme et  
Il Comunista

31<sup>e</sup> ANNEE SEPTEMBRE 1988 N° 90

**programme  
communiste**

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

### SOMMAIRE

- Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe 1
- La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1) 19
- La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte 34
- Histoire et condition de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre 75

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI  
la recommandation de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation  
du Parti Communiste International (PCI) et du Parti Communiste d'Italie (PCI-  
SI); la lutte de la Gauche communiste contre l'accroissement de  
l'impérialisme, contre la "libération" du socialisme dans un seul pays et  
la construction d'un "socialisme à deux vitesses" (socialisme et dicta-  
ture de la Résistance); la lutte difficile du renouveau de la doctrine  
et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière,  
contre le politique personnel et clientéliste.

M 2412 90 2200 FF

No d'inscription à la commission  
paritaire de presse: 52926  
Directeur gérant: Dessus  
Versements: timbres-poste, mandat  
ou chèque à l'ordre de Dessus  
Abonnement simple "le prolétaire":  
50FF/200FB/30FS/20000LI  
Abonnement de soutien: 100FF/400FB/  
60FS/40000LI  
"Programme Communiste" (revue théo-  
rique), le numéro: 25FF/10FS/10000LI/  
140FB, 4\$, 3€, 450PTS, 10DM  
Abonnement de soutien (4 numéros  
de la revue): 160FF, 80FS, 80000LI,  
1000FB, 35\$, 25€, 3500PTS, 80DM  
Abonnement "Il Comunista": 60FF/  
240FB/35FS/30000LI  
Abonnement de soutien: 125FF/500FB/  
70FS/60000LI  
Imprimé par nos soins